

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La République démocratique du Congo peut nourrir toute l'Afrique et les pays de l'Union européenne

par Joseph M. Kyalangilwa, président du Great Lakes Forum International (Suisse)

Par nos précédents articles intitulés «Les OGM en Afrique ou autre forme du néocolonialisme» (2004), «Question de la sécurité alimentaire en Afrique – Le cas de la RD-Congo» (2007) et «Crise de céréales mais pas d'OGM en Afrique – Le cas de la RDCongo» (2008)*, nous avons prouvé que si les potentialités agronomiques des pays africains étaient rationnellement exploitées, les Etats africains n'auraient sûrement pas à importer des autres continents les denrées alimentaires de grande consommation (riz, maïs, sorgho, soja, bananes, manioc, patates douces, huile de palme, etc.). Les milliards de leurs pétrodollars n'iraient pas sur-enrichir les multimilliardaires d'Outre-Atlantique. Autrement dit, les milliards de pétrodollars africains auraient développé toute l'Afrique. En effet, les Etats africains producteurs du pétrole qui ont peu de terres arables, assureraient la sécurité alimentaire de leurs populations en important des autres pays africains à fortes potentialités agricoles les denrées alimentaires tout à fait fraîches et à moindre coût. Ces échanges économiques permettront aux uns et aux autres de se développer sans conditionnalités inhumaines imposées actuellement aux gouvernements africains par les traditionnels bailleurs de fonds occidentaux.

L'agriculture doit être une priorité

Les gisements des mines et les réserves de pétrole s'épuiseront un jour, mais l'agriculture pas. Gouverner c'est prévoir, dit-on. En conséquence, les gouvernements africains qui se réclament et même proclament d'œuvrer pour l'intérêt supérieur de leurs nations respectives, doivent consacrer un minimum de 25% de leurs budgets pour l'agriculture. Les Chinois ne cessent-ils pas de nous répéter qu'il vaut mieux apprendre à un peuple à se prendre en charge que perdre inutilement son temps à le nourrir ponctuellement par des apports extérieurs. C'est pourquoi, les nominations des ministres de l'Agriculture, de la pêche et du développement rural doivent tenir compte des capacités d'entrepreneuriat des titulaires, de l'utilisation rationnelle des ressources humaines formées et jouissant d'une grande expertise en matière d'agronomie. Il n'est plus l'heure des discours mielleux et distants des politiciens africains qui ne tiennent compte que des promesses fallacieuses qui leur ont été faites avec pompe, pendant plus de 40 ans, par les bailleurs de fonds occidentaux et autres organisations internationales.



Marché à Kinshasa. La RDCongo dispose de plus de 800000 km² de terres arables. Elle serait en mesure de nourrir 2 milliards de personnes. (photo reuters)

les. Toutes ces promesses n'ont jamais donné et ne donneront pas demain des résultats qui satisfassent les populations des Etats africains qui, elles aussi, ont droit à la sécurité alimentaire bien garantie et au développement endogène harmonieux.

L'Afrique centrale possède beaucoup de terres arables

Si les terres arables de la RDCongo (République démocratique du Congo) – aujourd'hui 800000000 ha soit 800000 km², deuxième pays du monde après le Brésil – peuvent nourrir deux milliards d'âmes de notre planète, soit l'Afrique (918014166 habitants) plus les Amériques (902157549 habitants) ou l'Afrique plus l'Europe (734129205 habitants) plus l'Océanie 33594581 habitants), cette RDCongo fait partie des pays de l'Afrique centrale. Comme on le sait, selon la résolution n° CM/Res.464 (XXXVI) des 23 février et 1^{er} mars 1976 prise par l'Union Africaine, la région de l'Afrique centrale est composée par les pays suivants: 1. Cameroun, 2. République centrafricaine, 3. Congo-Brazzaville, 4. République Démocratique du Congo, 5. Gabon, 6. Guinée Equatoriale, 7. Sao Tomé-et-Principe et 8. Tchad. Ces pays appartiennent à d'immenses grandes forêts du Bassin du Congo jouissant d'une protection mondiale spéciale. Le tableau ci-dessous indique la superficie de chacun de ces huit pays et le pourcentage de ses terres arables mises en valeur.

La lecture du tableau montre également qu'à part le Cameroun, la superficie des terres

arables mises en valeur de chacun des autres pays de l'Afrique centrale est minime par rapport à la superficie de son territoire national essentiellement constituée des forêts tropicales humides. Compte tenu de l'importance de la croissance démographique (les populations de l'Afrique centrale doublent tous les vingt ans et sont formées de 67% de moins de 18 ans), il est impérieux que chaque Etat de cette région ait au moins 15% de sa superficie en terres arables mises en valeur. Le tableau ci-dessous indique les superficies des terres arables actuellement en cultures et celles qui devront l'être dans un proche avenir. En ce qui concerne la RDCongo, ses terres arables occupent 80000000 ha, ou 800000 km², soit 34% de la superficie du territoire national.

Avec les terres arables disponibles en 2018, l'Afrique centrale sera à même d'assurer la souveraineté et l'indépendance alimentaires de ses populations qui seront en ce temps-là de plus ou moins 150000000 habitants et nourrir en plus près de 2 milliards de personnes. En cette période, la RDCongo n'aura mis en valeur que 35,2 millions de ses 80 millions d'hectares de terres arables. Les puissances occidentales très préoccupées par la chute progressive de la production du pétrole, pensent à intensifier les productions des biocarburants. Les pays à potentialités agronomiques visés sont le Brésil et la RDCongo. Le gouvernement de la République démocratique du Congo doit dès maintenant demeurer vigilant et éviter par tous les moyens de se laisser distraire par les offres alléchantes des milliards de dollars US

que les investisseurs apportent pour acquérir les millions d'hectares de concessions agricoles pour la production de l'huile de palme. Nous ne sommes contre ce genre d'investissements, mais il n'est pas question de distribuer de nouvelles concessions dans nos forêts tropicales humides. Le pays possède d'énormes étendues de concessions agricoles abandonnées par les acquéreurs défaillants qui les avaient acquis dans le cadre de la zairianisation (mesures économiques de nationalisation) de triste mémoire opérée par le régime dictatorial de Mobutu en 1974.

On se conviendra avec nous que la RDCongo ne manque pas de quoi nourrir ses populations. Les paysans agriculteurs continuent à produire les denrées alimentaires, mais depuis 1984 leurs productions pourrissent du fait du manque de routes de desserte agricole pour les évacuer vers les centres de consommation. En outre, les enclavements ainsi longtemps entretenus, ont favorisé l'insécurité dans les milieux ruraux et provoqués l'exode rural.

En 1980, plus de 80% des populations congolaises vivaient avec de l'aide à l'intérieur du pays. Le gouvernement central doit, non seulement orienter les investissements vers les infrastructures nationales, mais aussi tout faire pour que les routes de desserte agricole, généralement en terre battue et donc faciles à rouvrir en court et moyen termes, soient praticables en toutes saisons. Ainsi, l'exode urbain sera une réalité. A titre illustratif, nous citerons la restauration de l'axe routier Bukavu-Kasongo via Mwenga-Kamituga dont la remise en état s'est malheureusement arrêtée au km 150 de Bukavu. Beaucoup de citoyens de Bukavu envahissent les parcelles et concessions agricoles situées le long de cette route. Ils y construisent les résidences, maisons de commerce et bientôt les installations des usines de traitement de produits agricoles (huilerie, rizerie, minoterie, hôtellerie, restaurants ruraux etc.). Il en est de même des axes routiers récemment ouverts dans la province de l'Equateur. Les habitants de Lubumbasi (Katanga) se plaignent de la pénurie du maïs alors que les productions de milliers de tonnes de maïs pourrissent dans le district du Tanganyika. La cause est la même partout: manque de routes de desserte agricole. Les ministres de l'Agriculture, des voies de communication et des infrastructures; des Travaux publics et de la reconstruction, doivent faire quelque chose pour ne pas décourager les cultivateurs, car en effet, nous refusons que la RDCongo soit considéré comme un pays incapable de se nourrir. •

* Une copie de ces articles peut être commandée auprès de la rédaction.

Sommaire

Avoir faim ... aux USA	page 2
Débat urgent du Conseil national sur la crise alimentaire	page 3
Armée suisse: Interview de l'ancien divisionnaire Hans Bachofner	page 5
La guerre en Somalie: il faut briser le silence!	page 5
Arthur Bill et son engagement humanitaire	page 8
La página hispánica	page 11

Pays	Capitales	Populations	Superficie nationale en km ²	Terres arables mises en valeur en 2008		Terres arables mises en valeur en km ² en 2018
				en % (*)	en km ²	
1. Cameroun	Yaounde	16380005	475440	12,806	60884	71316
2. Centrafrique	Bangui	3895139	622984	3,098	19300	93448
3. Congo-Brazzaville	Brazzaville	2500000	341821	1,436	4909	51273
4. RDCongo	Kinshasa	67000000	2345410	2,955	70362	351812
5. Gabon	Libreville	1207844	267667	1,261	3375	40150
6. Guinée Equatoriale	Malabo	486060	28051	4,635	1300	4208
7. Sao Tomé-et-Principe	Sao Tomé	162000	1001			150
8. Tchad	N'Djamena	9826419	1284000	2,795	35888	192600
TOTAL		101457467	5366374		195118	804957

*Source: Banque mondiale

Avoir faim – aux USA

La crise alimentaire se manifeste aussi aux USA: 35 millions de personnes sont en souci pour leur prochain repas. En Virginie, une «ferme de volontaires» cherche à donner un coup de main.

par Thomas Spang, Woodstock/Virginie

hd. Un scandale absolu. Un signe du mépris de l'homme qui ne pourrait pas être plus clair. Les USA, le pays le plus riche du monde, qui dépense annuellement des centaines de milliards de dollars pour l'armement pour consolider sa domination dans le monde et assujettir les autres pays par la guerre, laisse souffrir de la faim ses propres citoyens. Il y a de plus en plus d'Américains qui ne peuvent plus se payer de légumes frais, de fruits ni de pain complet. La sous-nutrition et la malnutrition en sont les conséquences, dont surtout les enfants et les personnes âgées sont victimes.

Thomas Spang, correspondant du quotidien suisse «St. Galler Tagblatt» présente ci-dessous une ferme de volontaires en Virginie, qui donne un coup de main. Son rapport montre ce que l'initiative personnelle peut réaliser, et rend encore plus évident qu'il faut assurer le ravitaillement d'aliments sains, à un niveau régional, face à la pénurie mondiale de vivres.

Avec précaution, un homme de haute stature gratte le sol en terre battue de sa hache. «Ce qui est rond et vert, ce sont les oignons, le reste, c'est de la mauvaise herbe», explique Mike Smith, expert en la matière, à son Pasteur Ann Ross; celle-ci travaille au champ, à côté de lui. Tout comme quatre autres membres d'une paroisse protestante voisine, sise à Elkton, dans l'Etat américain de Virginie; tous deux enlèvent les mauvaises herbes dans le champ d'oignons de la «ferme des volontaires». La terre est à Bob Blair, qui a mis au service des affamés, il y a cinq ans, sa ferme qui se trouve sur un site idyllique au pied des Appalaches. C'est une terre fertile où les pommes de terre poussent aussi bien que les pastèques, les haricots, les concombres et les betteraves rouges. Ce sont des légumes riches en matières nutritives qui manquent dans le menu des pauvres et qui sont des marchandises dont manquent les banques alimentaires destinées aux personnes dans le besoin.

Des légumes et des fruits pour les personnes dans le besoin

«Nous avons un problème mondial de la faim qui s'aggrave chaque jour également dans notre pays», explique le monsieur aux cheveux gris argentés qui fait en personne les honneurs au groupe ecclésiastique, comme la plupart des quelques 5000 volontaires qui trouvent le chemin de la «ferme des volontaires» par les routes secondaires de l'auto-

Une politique contradictoire

T.S. Celui qui roule en voiture au travers des Dakotas est rapidement submergé par l'immensité de la prairie. Une région solitaire, qui jusqu'à présent n'offrait que peu de perspectives aux enfants des fermiers établis. Alors que beaucoup de jeunes ont déménagé vers les villes, les fermiers plus âgés se sont débrouillés avec l'afflux de subventions, modeste mais continu, venant de Washington.

Ainsi en est-il de Kerry Dockter du village éloigné de Denhoff, dans le Dakota du Nord. Le Rancher touche environ 22'900 dollars par an pour la mise en jachère de 1,8 km² d'herbages dans le cadre d'un programme de protection de la nature. Mais plus pour longtemps. «Les temps ont changé», explique-t-il à un reporter qui lui demande pourquoi il souhaite à l'avenir renoncer à cette source d'argent.

L'explication est évidente. La pénurie mondiale sur les marchés mondiaux de l'alimentation transforme les récoltes des champs en nouvel or. Selon l'ONU, les prix des céréales ont augmenté au niveau mondial de 80% entre 2005 et 2008. Alors Denhoff va retirer ses terres des programmes de protection de la nature à la première occasion, pour y laisser paître des vaches, pour les cultiver ou bien pour les louer à d'autres. Les lobbys des boulangers, des brasseurs, des éleveurs de bovins et les producteurs d'éthanol se font les promoteurs d'une rapide réutilisation d'une grande partie des 14 millions d'hectares de

route 81, jusqu'en fin d'année. Durant la semaine des pensionnaires et des idéalistes donnent un coup de main, le week-end ce sont des familles et pendant les vacances des groupes de collégiens et des écoliers. «Ce n'est pas la ferme de Bob Blair», souligne l'ancien collaborateur de l'autorité chargée des mesures de prévention contre les catastrophes en s'adressant aux visiteurs. «Ici nous faisons une œuvre communautaire.»

L'idée extraordinaire est venue à l'esprit de Bob Blair pendant la nuit. «C'était mon ordre de marche», dit cet homme croyant qui s'était réveillé un matin en voyant mentalement un plan détaillé devant lui. Bob vendit les arbres de Noël qu'il avait plantés sur sa terre, la transforma en champs et cultiva les deux premiers hectares avec quelques volontaires. Cette année, les aides cultivent huit fois la superficie de l'année dernière, espérant qu'ils pourront fournir plus que les 60000 morceaux de légumes qu'ils avaient livrés à la banque alimentaire locale, l'année de sécheresse passée.

«L'aide de cette ferme est urgente», souligne Ruth Jones de la «Blue Ridge Area Foodbank» qui donne un coup de main à environ 130000 personnes en Virginie. Depuis le mois d'octobre, le nombre des demandeurs d'aide est monté d'un tiers dans les 430 dépôts. «Une véritable épidémie», déplore Jones.

La misère s'accroît

En même temps, le gouvernement a réduit ses allocations de 4 millions de livres de vivres en 2004 à seulement un million aujourd'hui. Les producteurs sont avariés en marchandises rares gratuites et forcent les organisations humanitaires à faire des achats supplémentaires. «La crise mondiale arrive actuellement chez nous», déclare Jones. Blair raconte à ses volontaires un exemple qui s'est déroulé au Crozet, un endroit pittoresque au milieu des collines vertes de la Virginie où la prospérité et la faim voisinent. La demande d'aide alimentaire immédiate dans les deux dépôts locaux était mon-

terres auparavant subventionnés pour être laissés en jachère au nom de la protection de la nature.

Les défenseurs de la nature et les chasseurs espèrent à l'inverse que les 400'000 agriculteurs se laisseront motiver pour renoncer aux plantations lucratives de maïs, de blé ou de soja, en échange de subventions supplémentaires.

C'est une situation paradoxale vis-à-vis des explosions de prix à la bourse agricole de Chicago, Kansas City ou Minneapolis. Les acheteurs américains se retrouvent là en concurrence avec les négociants étrangers qui donnent des ordres d'achats parfois trois fois plus gros qu'auparavant. «Nous voyons parfois en une journée des augmentations de prix que l'on n'a jamais vues en une année entière.» Le négociant en céréales Jeff Voge décrit ainsi l'ambiance folle, qui est de plus surchauffée par des investissements spéculatifs de grands fonds.

Des experts d'un institut de Washington, qui analysent la politique de l'alimentation dans le monde entier, déclarent que jusqu'à un tiers de l'augmentation des prix sur le marché mondial des céréales peut être attribué à la production d'éthanol. Selon la Banque mondiale, l'augmentation de la production mondiale du maïs entre 2004 et 2007 a entièrement été résorbée par la production américaine de biocarburants.

Source: St. Galler Tagblatt du 21/5/08



Il y a cinq ans, Bob Blair a mis sa ferme qui se trouve sur un site idyllique au pied des Appalaches entièrement au service des affamés. C'est une terre fertile où les pommes de terre poussent aussi bien que les pastèques, les haricots, les concombres et les betteraves rouges. Ce sont des légumes riches en matières nutritives qui manquent dans le menu des pauvres et qui sont des marchandises dont manquent les banques alimentaires destinées aux personnes dans le besoin. (photo Thomas Spang)

tée si dramatiquement que les gens devaient s'en retourner en ayant encore faim.

Dans leur détresse, le nombre de gens qui s'adressent directement aux entrepôts régionaux – tel celui de Winchester où les produits frais de la «ferme des volontaires» sont entreposés – augmente. «Aujourd'hui, nous avons ravitaillé six familles avec des caisses alimentaires», raconte Mary-Jane Dlane, qui a trié les marchandises de son magasin selon l'origine des dons. La chambre froide destinée à la viande, aux légumes frais et aux fruits est vide. Avec joie, elle attend la première livraison de petits pois que Bob Blair a avisée pour les prochains jours.

Bientôt de la nourriture pour animaux sur la table?

par Thomas Spang, Washington

Les Américains doivent se serrer la ceinture ou se tourner vers des magasins à prix cassés et des menus à un dollar.

Alors que la crise alimentaire conduit à des émeutes dans les pays pauvres, elle se manifeste dans les pays industriels riches dans le comportement du consommateur. Les Américains doivent s'habituer à se serrer la ceinture.

Linda Parker regarde d'un air incrédule le ticket de caisse après avoir fait ses courses dans le supermarché local «Géant» de Bethesda. Le pain coûte 3,99 dollars, le demi gallon (environ 1,9 litres) de lait 4,29 et la douzaine d'œufs 3,49. Sans parler des augmentations des prix de la viande, des légumes frais et des fruits. «Tout devient plus cher», se plaint la ménagère, qui a «évalué approximativement» qu'elle dépense entre-temps 7% de plus pour ses achats. Une expérience typique que font les Américains quand ils vont au supermarché.

D'après la dernière statistique officielle, l'augmentation des prix alimentaires s'élève en moyenne à 4%. Tendence croissante. Les consommateurs en tirent les conséquences. Les discounts bon marché comme Wal-Mart ont un afflux de clients, pendant que les adresses plus soignées comme les marchés Whole Food perdent des clients. De plus en plus d'Américains laissent les produits de marque sur les étagères afin de se servir des propres marques bon marché des supermarchés. Au lieu de steaks ils achètent de l'émincé. Et les fruits frais sont remplacés par des produits surgelés.

Les pauvres sont touchés avant tout

Les experts doivent remonter aux années 70 pour trouver un tel changement de comportement du consommateur. «Nous n'en sommes pas encore au point où les gens complètent leur repas avec de la nourriture pour animaux», déclare Burt Flickinger, un analyste détaillant, à la «New York Times». «Mais nous avançons dans cette direction.» Ce sont surtout les Américains qui vivent au-des-

avec ses livraisons, la «ferme des volontaires» bouche un trou que toutes les banques alimentaires connaissent aux USA. «La faim, dans un pays riche tel que les USA s'exprime par une sous-nutrition et une malnutrition, un phénomène qui conduit paradoxalement à un taux élevé d'obésité et de diabète», explique Blair. Les victimes en sont les enfants, les personnes âgées et ceux que l'on appelle les Working poor.

Assez de volontaires

Face à la dimension du problème, Blair qui a l'expérience de plus de 400 opérations de sauvetages, se sent dépassé. Souvent il se fait du souci à cause de l'avenir de l'œuvre communautaire. Mais à chaque fois, des donateurs se trouvent qui font de nouveau avancer ce projet unique. Comme l'année dernière, lorsqu'un don aida à acheter un tracteur plus performant.

Mais l'afflux de volontaires ne semble pas se tarir. Chrissy Jenkins et Linda Bueckling, les seules mains-d'œuvre rémunérées à la ferme, font la coordination de l'intervention par Internet et téléphone. «Il y a toujours une tâche à trouver», déclare Blair. «L'expérience de pouvoir donner soi-même un coup de main fait la différence», c'est ainsi qu'explique la femme pasteur Ann Ross la motivation de la paroisse d'Elkton à aider ici. «C'est bon pour le corps et pour l'âme», ajoute Mike, qui, en tant que technicien de laboratoire, a pris un congé pour donner un coup de main à la «ferme des volontaires». Signer un chèque, c'est tellement plus simple.»

Source: St. Galler Tagblatt du 21/5/08
(Traduction Horizons et débats)

sous ou près du seuil de pauvreté qui ne peuvent plus se permettre d'acheter des légumes frais, des fruits ou du pain complet. Ainsi les «menus à un dollar» de McDonald et les pizzas bon marché gagnent du terrain. Des spécialistes en nutrition attirent l'attention sur le fait que la nourriture inadéquate dans le monde industrialisé est une conséquence de la crise alimentaire.

Un autre symptôme moins typique est le rationnement volontaire de produits particuliers. Dans la patrie d'Uncle Ben's la nouvelle que les supermarchés ont limité la vente à quatre sacs de riz par client et visite a fait les gros titres. Pour l'industrie alimentaire l'augmentation des prix des ingrédients diminue la marge de profit. La multinationale Kraft par exemple a dû digérer l'année dernière des surcoûts de 9% ou 1,3 milliards de dollar. En tout cas assez pour ajuster certains produits. Par exemple dans sa mayonnaise Miracle Whip, l'entreprise d'Illinois a réduit le pourcentage d'huile de soja assez chère pour le remplacer par de l'eau.

Les restaurants aussi ont plein de nouvelles idées. Des trucs courants: des portions plus petites sur des assiettes plus grandes, des hausses de prix cachées dans les centimes et une meilleure présentation des menus qui ont une plus grande marge. Starbucks songe à l'introduction d'un café à un dollar, parce que les commandes pour les «lattes» et «macchiatos» relativement chers diminuent dans tous les Etats-Unis.

Un dollar sur dix pour se nourrir

Ce qui distingue la crise de celle des années 70, c'est le pourcentage de leur salaire que les Américains dépensent aujourd'hui pour la nourriture. Tandis qu'autrefois un dollar sur trois était dépensé pour la nourriture, c'est un sur dix aujourd'hui. En même temps, les coûts de l'énergie, de la santé et de l'éducation ont énormément augmenté. Ainsi beaucoup de gens n'ont pas d'autre choix que d'apprendre à se serrer la ceinture pendant la crise.

Source: St. Galler Tagblatt du 21/5/08

Quelques suggestions pour résoudre la crise alimentaire

Sélection de prises de position lors du débat urgent du Conseil national suisse du 12 juin 2008 sur la crise et la sécurité alimentaires

ww. La crise alimentaire et la faim dans le monde sont des problèmes qui préoccupent chacun aujourd'hui. Ici et là, on en débat et l'on cherche des solutions. Horizons et débats évoque souvent la question et nos représentants à Berne l'ont fait également lors d'un débat de plusieurs heures. Il valait donc la peine de reproduire ici textuellement un petit nombre de prises de positions engagées. Elles sont caractéristiques d'un débat d'un haut niveau.

Les députés auxquels nous donnons la parole ici sont Josef Lang (Verts), Maya Graf (agricultrice, Verts), Hansjörg Walter (président de l'Union suisse des paysans, UDC), Theophil Pfister (UDC) et Philipp Müller (PRD).

Josef Lang (Verts, Zoug): «La tragique crise alimentaire, le réchauffement climatique global, la course aux armements mondiale en vue des guerres actuelles et futures pour les matières premières sont les trois pires fléaux d'aujourd'hui. Ils menacent à court terme la survie de millions et de millions de personnes et à long terme celle de la Terre. Ils sont le résultat d'un système économique, d'une idéologie de marché au service des banques et des multinationales, y compris celles de l'agro-alimentaire. Leurs dogmes de la concurrence et du libre-échange ont été réfutés par le rapport historique du Conseil mondial de l'agriculture de l'ONU. Il confirme ce que les Verts prônent depuis des années: une agriculture proche de la nature et respectueuse des ressources naturelles qui assurent l'existence du plus grand nombre possible de familles paysannes et produise avant tout pour les marchés locaux et régionaux. La souveraineté alimentaire, une stratégie de la qualité et l'efficacité énergétique sont l'alternative proposée par les mouvements sociaux mondiaux et notre réponse à la crise agricole. Mais la souveraineté alimentaire ne signifie pas l'autarcie, l'autodétermination ne signifie pas obligatoirement l'autosuffisance. La souveraineté alimentaire est une autonomie démocratique face à un marché mondial qui méprise les problèmes sociaux et écologiques, c'est l'émancipation par rapport aux organisations que les multinationales imposent aux hommes, c'est libérer l'agriculture de l'emprise de l'OMC et l'alimentation de la spéculation boursière, le pire des maux actuels en la matière. [...]»

Hansjörg Walter (UDC, Zoug): Le droit à l'alimentation est un droit qui figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Pourtant, il y a dans le monde 850 millions de personnes souffrant de la faim. La population mondiale augmente plus rapidement que le potentiel de production d'aliments. Les raisons de la crise ali-

Egypte

Des queues devant les boulangeries

ds. Selon un article dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 17 juin, la hausse des produits alimentaires provoquent de longues queues devant les boulangeries nationales vendant du pain subventionné. Une femme vivant au Caire déclare qu'il y a des jours où il faut attendre deux heures pour acheter du pain. De plus, les panes de courant et les interruptions dans l'approvisionnement en eau rendent la vie quotidienne difficile. On ne mange de la viande au maximum que toutes les deux semaines. Cela concerne 40% d'une population de 80 millions d'habitants, vivant au seuil de la pauvreté avec 2 US-dollars par jour. En mars, il y a déjà eu des manifestations devant les boulangeries étatiques.

Aujourd'hui on rencontre aussi des médecins, des juristes et des professeurs dans les queues devant les boulangeries publiques. «Même les membres de cette classe moyenne avec leur revenu mensuel équivalant à 200 francs suisses en moyenne, et une inflation de 19% – résultant en baisse du pouvoir d'achat – doivent économiser sur tout pour arriver à nouer les deux bouts à la fin du mois. •



«La souveraineté alimentaire ne signifie pas l'autarcie, l'autodétermination ne signifie pas obligatoirement l'autosuffisance. La souveraineté alimentaire est une autonomie démocratique face à un marché mondial qui méprise les problèmes sociaux et écologiques, c'est l'émancipation par rapport aux organisations que les multinationales imposent aux hommes, c'est libérer l'agriculture de l'emprise de l'OMC et l'alimentation de la spéculation boursière, le pire des maux, actuellement, en la matière.» (photo gbh)

mentaire actuelle ont été souvent mentionnées. En premier lieu, il y a – et c'est ce qui est inquiétant – les mauvaises récoltes dues aux sécheresses et aux inondations. La cause en est le réchauffement climatique. D'autres raisons sont l'augmentation de la demande due à une amélioration du pouvoir d'achat et la production d'agrocarburants. Et naturellement, la spéculation augmente parce que les aliments deviennent rares en raison des opérations à terme.

La production alimentaire se distingue des autres productions agricoles parce qu'elle est nécessaire à la survie des hommes. C'est pourquoi il convient de fixer d'autres priorités à ce secteur économique et l'OMC également doit mieux tenir compte de ce fait. Les effets du Cycle de l'Uruguay ont montré que la libéralisation ne peut résoudre les problèmes de l'approvisionnement alimentaire. Elle conduit à une extension du commerce agricole et les aliments vont là où le pouvoir d'achat est le plus élevé et non pas où les gens ont faim. L'approvisionnement de base de la population ne peut être assuré que par la production paysanne locale.

Il est très important que dans le monde entier, les investissements agricoles favorisent les exploitations familiales qui produisent des aliments locaux. Cela permet de réduire l'exode rural. Aujourd'hui déjà, la moitié de l'humanité vit dans des villes, la plupart du temps sans perspectives, sans travail productif et sans approvisionnement régulier. Récemment, la FAO a débattu à Rome de ces défis mondiaux. La Suisse y était représentée. Certaines des solutions proposées sont en contradiction totale avec ce qui est en train d'être négocié par l'OMC à Genève.

Il convient d'accorder plus d'importance à l'agriculture. Il a été dit qu'il fallait investir dans l'éducation et la recherche, notamment dans l'EPF. J'ai bon espoir que la nouvelle direction en tiendra compte. L'agriculture multifonctionnelle que nous venons d'introduire en Suisse peut être pour le monde un exemple prouvant que l'approvisionnement alimentaire peut être mieux assuré grâce à une production respectueuse de l'environnement. [...]

Philipp Müller (PRD, Argovie): Pendant les quelques minutes que va durer mon intervention, 48 enfants mourront de faim dans le monde. Ils sont 6 millions chaque année.

Plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et un nombre beaucoup plus grand encore n'ont pas dans leur nourriture les vitamines et les sels minéraux nécessaires. Et cette situation empire en raison du renchérissement des produits alimentaires. Selon une étude de la Banque mondiale, au cours des trois dernières années, les prix alimentaires ont augmenté dans le monde de 83%, et celui du blé de 181%.

Cela nous concerne également. Nos chefs d'entreprise m'ont souvent fait part de leurs inquiétudes ces derniers temps. Ils savent qu'ils ne peuvent exporter que dans un monde intact, ils savent que nous ne pouvons pas rester un havre de bonheur quand le monde a faim. Ils se demandent ce que nous pouvons faire face à cet immense défi.

Si nous voulons répondre à la question, nous devons connaître les causes de cette situation catastrophique. Elles sont diverses et complexes. Je n'en mentionnerai que quelques-unes. La population mondiale augmente chaque année de 70 millions d'individus. On estime qu'en 2050, le monde pourrait compter quelque 9 milliards d'hommes. Selon les spécialistes, la production alimentaire devrait donc doubler d'ici-là. La demande de lait et de viande augmente dans les pays émergents. En 1966, la nourriture d'un

Timor Oriental

Des terres fertiles pour la production d'éthanol

RI. Le gouvernement du Timor Oriental veut céder à l'entreprise GTLeaste Biotech 100 000 hectares de terre agricole, dans les provinces de Covalima, Manatuto, Viqueque et Lautem, pour 50 ans avec l'option de 50 ans supplémentaires, pour y cultiver la canne à sucre pour la production d'éthanol et construire des raffineries d'éthanol. L'accord passé avec la société indonésienne prévoit des investissements d'un montant global de 100 millions de dollars américains. Le gouvernement a déclaré qu'il ne s'agissait que de «terres improductives» et que grâce à cet accord de nouveaux emplois seront créés et des devises entreront dans le pays. (cf. www.heise.de/tp/blogs/2/110004)

Chinois était constituée au maximum de 4% de viande. Aujourd'hui, cette proportion est de 16%. Au cours des deux dernières années, la consommation mondiale de viande a doublé, ce qui a augmenté la demande de céréales. Pour un kilo de viande de porc, il faut 3 kilos de céréales. Sur les mêmes terres agricoles, on pourrait faire pousser du blé pour le pain. Les réserves mondiales de céréales ont atteint leur niveau le plus bas depuis 30 ans. La hausse du prix du pétrole entraîne une augmentation des coûts de production et de transport. Et la demande accrue d'agrocarburants dans le monde fait monter les prix. Selon des estimations de l'OCDE et de la FAO, la production mondiale d'éthanol va doubler d'ici à 2017.

A eux seuls, les USA veulent augmenter de 50% leur production de bioéthanol au cours des 3 prochaines années en la soutenant par des subventions et des normes sur l'adjonction de biocarburants aux carburants fossiles. Les spéculations sur les marchés agricoles prennent rapidement de l'ampleur. A la Bourse des matières premières de Chicago, leader mondial, le nombre des contrats négociés a augmenté de 20% depuis le début de l'année pour s'établir à un million par jour environ. Le sommet de l'alimentation qui s'est tenu à Rome récemment a été décevant. A Johannesburg, des scientifiques et des organisations onusiennes recherchent avec peine un consensus global sur la lutte contre la faim mais aucune solution ne se profile à l'horizon.

En résumé, le problème est mondial et les possibilités d'action de la Suisse sont limitées. La suppression des subventions et des restrictions à l'exportation constituerait une contribution de notre pays. Les régions où sévit la famine ont besoin, parallèlement à une production d'aliments professionnelle, de petites exploitations agricoles produisant pour les marchés locaux et assurant l'autosuffisance. Nous devons abandonner nos façons de penser traditionnelles et remettre en cause nos tabous. [...]

Theophil Pfister (UDC, St-Gall): Il est question dans notre débat de sécurité de l'approvisionnement alimentaire et énergétique et nous n'échapperons pas à la question essentielle suivante: L'introduction du libre-échange en matière d'alimentation – cf. la convention agricole de l'OMC de 1995 – s'est-elle révélée une bonne chose ou une erreur? Est-elle la cause de la pénurie actuelle? Le groupe parlementaire UDC demande au Conseil fédéral une analyse complète et des réponses claires.

Il est vrai que le libre-échange mondial nous assure la prospérité mais pas l'alimentation. Au contraire, selon les terres, le climat et la situation, la production d'aliments coûte plus ou moins cher, si bien que dans le monde, le niveau des prix diffère selon les endroits. L'ouverture forcée des frontières fait que la production se délocalise vers les

Suite page 4

Qui a tellement intérêt à ce que les fermes laitières disparaissent?

par Philippe Vuagniaux, Sottens (VD)

Philippe Vuagniaux est agriculteur corps et âme. Bien qu'il ait largement mérité la retraite, il soutient son fils dans son travail de plus en plus dur à la ferme laitière familiale située entre le lac Léman et celui de Neuchâtel. Si l'on jette un coup d'œil dans l'étable à stabulation libre bien garnie de paille fraîche, il est évident que le bien-être des vaches laitières y est primordial.

Néanmoins, ce n'est pas seulement sa propre ferme qui tient à cœur à Philippe Vuagniaux, mais également le maintien d'une agriculture suisse indépendante. Vu la crise mondiale de la faim, il souligne l'importance de petites structures locales qui permettent de s'approvisionner chez le paysan sur place.

Les salaires étant insuffisants et le prix de base du lait imposé au plus bas, Philippe Vuagniaux s'inquiète pourtant de l'avenir des producteurs de lait en Suisse, au lendemain de la grève qu'a connue ce secteur.

Je ne connais pas d'éleveur-producteur de lait qui ait fait la grève de gaieté de cœur. Mettre son lait à la fosse provoque une blessure profonde qu'on n'oubliera jamais. C'est aussi une perte sèche dont on se passerait bien.

Mais c'est le dernier signal qu'on peut donner avant d'abandonner une activité qui ne nous permet plus de vivre. Quand on ne trouve plus de salaire par le lait produit, quand le travail nous submerge parce qu'on ne peut pas payer de la main-d'œuvre et quand, de surcroît, on nous promet de nouvelles bais-



«Qui a tellement intérêt à ce que les fermes laitières ferment, à ce que tout le savoir nécessaire à la conduite d'un troupeau laitier disparaisse?» (photo mv)

ses du prix du lait, il ne reste plus que l'arrêt des livraisons qu'on appelle «grève» pour se faire entendre!

Le prix qu'on nous paie pour du lait de transformation est de 67,5 centimes. Depuis quelques années, le prix est baissé continuellement par le prix de base, mais aussi par l'exigence plus forte des teneurs en matières grasses et protéines. Les vaches donnent plus

relles. Et c'est exactement à cette conclusion qu'est parvenu récemment le rapport agricole mondial de l'ONU et de la Banque mondiale. La situation dramatique appelle un changement de cap politique en direction d'une souveraineté alimentaire écologique et sociale.

Aussi la diminution des droits de douane sur les carburants est-elle inappropriée. Nous devons commencer dès aujourd'hui à abandonner les énergies fossiles. Cette baisse ne s'attaque qu'aux symptômes. Il faut enfin envisager ensemble le climat et l'agriculture et agir en conséquence. Les principaux responsables de l'explosion catastrophique des prix alimentaires sont, à notre avis, à part le boom des agrocarburants, le libre-échange agricole imposé, l'agriculture industrielle, la spéculation sur les produits alimentaires et le changement climatique.

Nous voudrions inviter le Conseil fédéral à se prononcer sur les demandes des Verts suivantes et nous le remercions d'avance de ses réponses détaillées. La Suisse doit sans tarder contribuer de manière importante à l'augmentation du Fonds alimentaire mondial. Au lieu de l'agrobusiness, il faut encourager la production sociale et respectueuse de l'environnement aux niveaux local et régional. Aussi le Conseil fédéral doit-il demander à l'OMC un moratoire des négociations sur le volet agricole. A plus longue échéance, les Verts demandent que la question agricole soit retirée à l'OMC et confiée à l'ONU.

En outre, il est inadmissible que les terres cultivables soient utilisées pour la production plus lucrative d'agrocarburants plutôt que pour celle de produits alimentaires. Dans le monde entier, de plus en plus de terres servent à nourrir les voitures des riches de l'Occident plutôt que les hommes. C'est grave et cynique. Aussi les Verts demandent-ils un moratoire sur l'importation d'agrocarburants et les plantes énergétiques correspondantes. L'agro-industrie – et je souhaiterais que vous vous prononciez également à ce sujet – a échoué avec sa «révolution verte». Opposons-lui une vraie révolution verte durable dans tous les domaines politiques.

(Traduction Horizons et débats)

«Quelques suggestions pour résoudre...» suite de la page 3

pays les plus favorables. Mais le pire c'est que l'ouverture des frontières imposée par l'OMC prive pratiquement le gouvernement de bien des pays de sa souveraineté sur son approvisionnement alimentaire et limite par là ses possibilités d'action. C'est ce que nous vivons aujourd'hui. Je vous pose la question: L'OMC, l'ONU ou la FAO peuvent-elles prendre la responsabilité d'un approvisionnement alimentaire mondial? Si elles en sont incapables – et c'est mon hypothèse – ni l'ONU ni l'OMC ne doivent exiger l'ouverture des frontières. Aucune grande ville d'Asie ou d'Afrique ne doit s'approvisionner en importations bon marché quand parallèlement les structures d'approvisionnement des provinces sont en ruine. Le protectionnisme est nécessaire, parce que ce sont les gouvernements qui sont responsables de la sécurité alimentaire et non le commerce de gros.

Aujourd'hui, la Suisse ne produit plus que 60% de son alimentation. Nous ne pouvons pas prendre la responsabilité d'une ouverture plus grande des frontières vers l'UE et les pays de l'OMC. L'UDC est d'avis que l'ouverture des frontières et la sécurité de l'approvisionnement sont incompatibles. Et il n'est pas question de subventions aux exportations, comme l'a expliqué la conseillère fédérale Leuthard. Il s'agit ici avant tout des importations imposées de l'extérieur et en partie également des exportations. C'est là qu'est le cœur du problème. Cela doit nous inciter à mener une politique responsable. Le libre-échange en matière d'alimentation est un échec. [...]

Maya Graf (Verts, Bâle): L'agriculture n'est pas une industrie mais un secteur économique lié au sol fertile, à la nature, à l'homme et à la société. Malheureusement on s'en rend compte très tard. Mais il n'est pas trop tard pour lutter contre la faim dans le monde. Nous devons nous engager dans le monde entier en faveur d'une agriculture paysanne multifonctionnelle et respectueuse des ressources natu-

alimentaire mondiale avec six cents journalistes, pour tenter de résoudre la pénurie de biens alimentaires (qui va de pair avec le nombre de bouches à nourrir, qui a doublé en moins de dix ans), et que la direction de la Migros n'ait pas encore vu que, d'ici peu, le vrai problème sera de trouver des nourritures et non de les payer.

Alors, si on a un peu de compétence, on pourrait reconnaître qu'il est primordial de maintenir intacte la structure qui permet de se fournir ici auprès des paysans.

Le troupeau laitier suisse est le fruit de cinquante ans de travail de sélection, il faut trois ans pour avoir une vache en production, et quand elle produit, il n'y a pas d'autre moyen de l'arrêter que de la tuer. On est obligé de livrer son lait, les acheteurs le savent bien. Alors, je me demande qui a tellement intérêt à ce que les fermes laitières ferment, à ce que tout le savoir nécessaire à la conduite d'un troupeau laitier disparaisse?

Les personnages de notre époque qui ont conduit tant d'entreprises importantes et nationales à la catastrophe sont jugés et acquittés, mais déclarés incom-

pétents. Nous avons une centrale laitière coopérative propriété des sociétés de laiterie qui jouaient aussi le rôle de régulateur et qui était parfaitement viable. Sont arrivés des fondés de pouvoir et des directeurs accros des fusions qui ont créé *Swiss Dairy Food* (SDF). *Swiss Dairy Food* est morte en faillite. Les centrales ont passé aux mains des acheteurs, et les paysans sont soumis à leur bon vouloir.

Les vaches sont soumises au bon vouloir des paysans, mais elles nous ont appris qu'on n'obtient rien d'elles sans appliquer toutes les règles du jeu: la qualité de leur nourriture, l'hygiène de la traite et de leur étable et, oui, aussi le respect et l'amitié dus à l'animal. Que tous ceux qui nous ont témoigné leur amitié et leur solidarité lors de ces arrêts de livraison de lait reçoivent aussi à cette occasion notre amitié et notre reconnaissance.

Courrier  des lecteurs

N'oubliez pas Tchernobyl!

L'année dernière, j'ai vu de mes propres yeux, dans le Sud de la Biélorussie, les énormes dégâts humains, causés par l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Jamais dans ma vie les journées ne m'ont semblé aussi longues que pendant mon séjour dans la zone interdite des environs de Tchernobyl!

De même qu'on peut voir les Alpes autrichiennes depuis St-Gall, de même nous pouvions apercevoir la silhouette de Tchernobyl depuis les dunes du Pripiat, rivière du sud de la Biélorussie. Un magnifique paysage s'étendait devant nous. Les plantes étaient en fleurs, les oiseaux chantaient, mais les hommes n'existaient plus. Des stations de pompes et des pontons étaient tombés en ruine. Les rues, les chemins et les plaines, envahis par la végétation. Une partie de la population vit en autosuffisance dans les villages à l'extérieur de la zone interdite. Mais la nature envahit tout. Les maisons, les étables, tout tombe en ruine. A l'entrée des maisons pendent encore des vêtements comme si elles étaient encore habitées. Les piles de bois à côté des étables et les bidons à lait se trouvent encore là comme si quelqu'un allait à tout moment venir pour les ramasser, mais il n'y a plus de propriétaires. Un beau matin, les gens ont dû tout quitter en une heure. Ce n'était pas dû à une administration arbitraire: Leurs récoltes, le lait de leurs

vaches, les champignons, le gibier, tous les produits dont ils se nourrissaient étaient devenus mortels, radioactifs. Des centaines de milliers de personnes étaient obligées de quitter leur domaine pour sauver leur vie. Déjà au début des années 70, l'industrie nucléaire avait conclu un accord international avec les Etats de ce monde disant qu'aucun Etat ne pouvait être rendu responsable en cas d'explosion d'une centrale nucléaire qui nuirait à d'autres pays et tuerait les gens. Tandis que chaque citoyen est responsable de ses actes s'il nuit à autrui! Tel n'est pas le cas de qui possède une centrale nucléaire. La mort dans le sud de la Biélorussie provient de Tchernobyl en Ukraine. Les terres contaminées, les villages démolis, les victimes du cancer et tous les dégâts, c'est la Biélorussie qui doit payer. L'économie en souffre sérieusement. La mort a envahi les populations de la Biélorussie, mais elles ne peuvent pas se défendre car ni tribunal ni ONU ne s'en occupent, il n'y a personne. Il n'y a que ce terrible accord qui ne fait qu'exprimer l'entente entre les Etats qui ne veulent pas porter la responsabilité de ce qu'ils font. Pourrions-nous espérer un meilleur sort que le peuple biélorusse dans une telle situation? – Alors qu'allons-nous faire?

Moritz Nestor

«Défendre un pays sans baillis étrangers ni troupes étrangères»

Hans Bachofner*, ancien divisionnaire, rappelle les missions de l'Armée suisse

Les accidents militaires, à la Jungfrau l'année dernière et sur la Kander il y a quelques semaines, renvoient à un problème fondamental de l'Armée suisse. Sa réforme axée entièrement sur la conformité avec la doctrine et les objectifs de l'OTAN (réforme qui avait commencé avec Armée XXI et a été poursuivie et approfondie déjà pendant sa mise en place) révèle ici une partie des conséquences qu'avaient signalées de nombreux opposants de gauche comme de droite. L'ancien divisionnaire Bachofner avait déjà critiqué à l'époque la doctrine militaire: fondements erronés de la politique de sécurité, tendance contraire à la neutralité, mentalité qui banalise la guerre et transformation complète de l'armée de milice, fondée sur la volonté populiste, en une pure armée défensive. Pour Hans Bachofner, dans son interview à la Weltwoche que nous reproduisons ci-dessous, les accidents sont dus à cette doctrine inappropriée et aux réformes récentes.

Selon l'ancien divisionnaire et expert militaire Hans Bachofner, le drame de la Kander est également le résultat d'une mauvaise doctrine militaire qui augmente le risque d'accidents.

Weltwoche: Qu'est-ce qui se passe dans l'Armée?

Hans Bachofner: Depuis des années, je ne cesse de répéter: Faites attention, il y aura des accidents si l'on néglige la formation des cadres. Je n'aurais jamais imaginé avoir raison de cette manière.

Il est absurde qu'une activité de team-building (création d'un esprit d'équipe) entraîne la mort de cinq soldats. Une armée qui effectue des exercices militaires difficiles n'a pas besoin de ces rituels de team-building. Seule une armée qui exige trop peu de ses soldats organise des descentes de rapides en canot. L'imagination des commandants doit se limiter aux exercices. Le chef de l'Armée doit mettre un terme à ce genre de stupidités.

Qu'entendez-vous par «exige trop peu de ses soldats»?

Les soldats en question avaient une mission dans le cadre de l'Euro. Ils sont pour ainsi dire morts pour l'Euro. Il faut analyser précisément les erreurs du commandant mais il n'est pas le seul responsable. L'Armée doit modifier le climat qui encourage un tel comportement.

Qu'est-ce que l'accident de canot a à voir avec l'instruction des cadres?

Les cadres sont retirés trop tôt de l'école de recrues. Autrefois, les futurs officiers devaient apprendre le commandement des troupes sous la surveillance d'instructeurs expérimentés.

* Hans Bachofner, docteur en droit, né en 1931, a été notamment officier d'état-major général et, en tant que divisionnaire, commandant des écoles centrales et des cours d'état-major général.



«Le drame des canots pneumatiques sur la Kander est le résultat d'une mauvaise doctrine militaire qui augmente le risque d'accidents.» (photo Reuters)

Aujourd'hui, on les fait monter en grade à la suite de formations express. C'est une erreur fondamentale qui produit de mauvais chefs. Je n'ai pas confiance dans ce système.

Comment une armée qui devrait assurer la sécurité de la Suisse peut-elle maîtriser aussi mal sa propre sécurité?

Méfions-nous des généralisations, mais ce qui s'est passé est caractéristique. Au cours de ces dernières années, on a donné systématiquement dans le sport. On ne pouvait être assez sport. Nous avons un ministre de la Défense à temps partiel qui aime se faire photographier en compagnie de reines de beauté lors d'événements sportifs. Cela a commencé à l'époque du conseiller fédéral Ogi qui, à l'occasion de manifestations sportives, aimait à dire que c'est ainsi qu'il se représenterait l'Armée. On a perdu le sens du sérieux.

Aujourd'hui on a recours à des soldats pour éloigner des hommes ivres pendant l'Euro. Lors d'un tournoi de saut d'obstacles à Saint-Gall, des soldats ont manifestement dû ramasser le croquet.

Il s'agit là d'un grave mépris de la dignité des soldats et de leur mission. Les soldats ne veulent pas de cela. Il faut que ça cesse.

Comment a-t-on pu en arriver là?

Après le bouleversement de 1989, toutes les armées ont dû s'adapter aux nouvelles menaces. Les premières réformes menées en Suisse obéissaient à une tendance claire. La doctrine Rumsfeld – qui a échoué – d'une armée allégée et hautement technicisée était en vogue. On s'y est conformé sans esprit critique. Il fallait que l'Armée suisse puisse coopérer avec celles de l'OTAN. On a divisé la troupe en modules et séparé les différentes composantes de l'Armée. Il en est résulté une bureaucratiation, un chaos logistique, un affaiblissement des liens humains entre les su-

périeurs et les soldats et une détérioration de l'instruction. Quand une armée d'engagements n'effectue pas vraiment d'engagements, il faut soutenir le moral des soldats en organisant par exemple ces stupides descentes en rafting. L'accident de la Kander est l'expression de cette crise d'identité.

C'est que nous n'avons plus d'ennemis!

Ça, ce sont les fadaïses proférées par les gens qui pensent selon les concepts d'hier. Avant de parler de canots pneumatiques, nous devrions nous demander pourquoi la guerre, pourquoi la paix.

Et quelle est votre réponse?

La paix ne va pas de soi, elle répond à des critères précis. Ce serait une illusion de croire que les conflits armés ne sont plus possibles. Il y aura toujours des conflits de pouvoir. Nous avons des Etats dont la population compte une part très importante de jeunes hommes sans perspectives. La lutte pour les matières premières s'intensifie. Aux frontières des grandes puissances se trouvent des Etats faibles. La guerre informatique sévit déjà. Même une troisième guerre mondiale est possible. Et finalement nous nous trouvons face à un défi important: le terrorisme. La Suisse est extrêmement vulnérable. Notre armée n'est pas préparée.

Le conseiller fédéral Schmid ne devrait-il pas encourager de manière plus affirmée ce processus de création de sens militaire?

Oui, mais on ne peut guère lui adresser de reproches. Les problèmes datent de l'époque Ogi. Certes, Schmid ne fait rien pour les résoudre.

Quelle devrait être notre conception du soldat?

Le prochain pas en direction de l'OTAN

Après la signature du document cadre du Partenariat pour la Paix (PPP) [avec l'OTAN, en décembre 1996] le pas suivant ne s'est pas fait attendre: Le 1^{er} mai 1997, le Conseil fédéral a présenté à l'OTAN un «Programme de partenariat individuel» (IPP)¹ qu'il avait élaboré avec les instances compétentes de l'OTAN. Ce document mentionnait «18 activités» que la Suisse offrait à l'OTAN et «38 activités» auxquelles elle allait recourir². Tous les Etats membres du PPP doivent présenter régulièrement ce genre de programme. Pour l'année 1997, par exemple, la Suisse s'engageait à participer aux exercices suivants: «Cold Response 07», «Cooperative Archer 07», «Cooperative Longbow 07», «LCC Training 07», «Noble Vision 07», «Steadfast Jackpot 07», «Steadmove 07». Aucune précision sur ces «entraînements» n'est disponible. Le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) les signale sur son site mais ne les a pas mis en ligne³.

Peu après la remise à Bruxelles du «Programme de partenariat individuel», le Conseil fédéral a effectué le troisième pas: il a

adhéré au Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA). Aucune des commissions politiques et de sécurité des deux Chambres n'a été consultée. Le Conseil fédéral a également signé ce document de sa propre autorité. Nombreux sont ceux qui ont trouvé qu'il allait trop loin. Il y a eu de nouveau une vive opposition de la gauche à la droite. Et, cette fois au moyen d'une question ordinaire urgente, Remo Gysin a mis à nouveau sur le tapis la question des «intentions peu claires du Conseil fédéral en matière de politique étrangère et de paix».

¹ IPP = Individual Partnership Programme

² «Vademecum der Partnerschaft für den Frieden», Département militaire fédéral, Bureau interdépartemental du PPP, sans date (vers 1997)

³ www.pfp.admin.ch

Source: «Spin doctors in der Schweiz. Wie der Bundesrat die Schweiz mit Manipulation und Propaganda in die Nato verstrickt.» Plaquette de 64 pages.

© 2008 Judith Barben, Hüttwilen, 8536 Hüttwilen

Il y a tout d'abord l'expert apolitique de l'usage de la force. Il va là où l'envoie le gouvernement. Le second type de soldat est le représentant armé de son Etat à l'étranger, une sorte de diplomate muni d'un fusil qui se bat quand il doit mais qui essuie les larmes d'une fillette quand les caméras sont présentes. Troisièmement, nous avons celui qui défend son pays. Il dit: l'Etat m'appartient, j'ai une contribution à apporter. Ce type de soldat se sent souverain, il n'est pas commode, il signale les dysfonctionnements. C'est à mon avis le meilleur soldat.

C'est de la nostalgie.

Non. C'est adapté à notre temps. Nous sommes en pleine crise d'interventionnisme militaro-moral. C'est pourquoi une réflexion sur les qualités d'une armée de citoyens, d'une armée de milice, d'une armée prête à intervenir qui attache une grande importance à l'instruction et aux exercices pratiques. Cette armée est ancrée dans notre société et peut être mobilisée immédiatement en cas de crise.

Quelles principales recommandations adressez-vous au conseiller fédéral Schmid?

Premièrement, ne pas dissimuler les défauts sous de belles paroles. Deuxièmement: pas de nouvelles réformes mais beaucoup d'exercices concrets dans lesquels l'Armée peut faire face aux défis. Troisièmement: cesser d'utiliser les soldats lors de manifestations sportives, rétablir la dignité, attribuer le sport à un autre Département. Quatrièmement: armée de citoyens. Cinquièmement: ne pas se maintenir coûte que coûte à son poste. Sixièmement: demander à tous les membres de l'Armée de réfléchir à une question simple: Qu'avons-nous à défendre?

Et que répondez-vous à cette question?

Nous défendons la Suisse, petit pays indépendant ouvert au monde. Nous défendons notre privilège d'être, en tant que citoyens souverains, la dernière instance de décision politique. Nous défendons notre monopole de l'usage de la force contrôlé par l'Etat de droit. A ce titre, nous restons neutres. Mais comme la neutralité ne protège pas des agressions, nous avons une armée. Nous défendons un pays sans baillis étrangers ni troupes étrangères.

Source: Weltwoche n° 26/08, interview accordé à Roger Köppel

(Traduction Horizons et débats)

Ce que le DDPS planifie vraiment

La comparaison entre les affirmations du Conseil fédéral et les planifications du Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) nous ramène à la réalité. Ainsi, les déclarations du Conseil fédéral selon lesquelles le projet de loi sur l'armée [votation fédérale de 2001] n'avait aucun lien avec l'OTAN ont été contredites par Urban Siegenthaler, sous-chef d'état-major du Groupe de la planification. En réalité, ce projet de loi constituait un pas de plus en direction d'Armée XXI qui est entièrement axée sur l'adhésion à l'OTAN: «Armée XXI est orientée uniquement vers l'adhésion à l'OTAN. La langue de l'armée ne sera plus que l'anglais.»¹

Dans un document stratégique interne daté de février 2001 figure le passage suivant:

«Dans le cadre d'une orientation générale du projet Armée XXI vers l'interopérabilité, on s'est – dans la mesure du possible – fondé sur des documents de l'OTAN. [...] Dans le contexte important pour la Suisse, l'espace de sécurité euro-atlantique, l'interopérabilité ne peut être axée que sur l'OTAN.»

¹ Siegenthaler, Urban, sous-chef d'état-major du Groupe de la planification de l'Armée lors du colloque intitulé «Anforderungen an die Armee XXI aus Sicht der Wirtschaft, Politik und Armee». Intervention présentée au Bildungszentrum Lilienberg d'Ermatingen le 22/9/2000.

² Schweizerische Armee: Grundlagen der militärstrategischen Doktrin, février 2000, pp. 9 et 26.

Source: «Spin doctors in der Schweiz. Wie der Bundesrat die Schweiz mit Manipulation und Propaganda in die Nato verstrickt.» Plaquette de 64 pages.

© 2008 Judith Barben, Hüttwilen, 8536 Hüttwilen

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie

Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La guerre en Somalie: il faut briser le silence!

par Dr Mohamed Mohamud

La guerre en Somalie dure depuis 17 ans. Les incessants bombardements des militaires éthiopiens et américains ont entièrement détruit les bases vitales de la population somalienne.

Le déferlement de bombes s'en prend tout autant au bétail qu'aux femmes et aux enfants. En Somalie on manque de tout. Il n'y a plus de gouvernement capable de fonctionner. Les écoles, les marchés, les hôpitaux et les autres installations publiques sont en grande partie détruits. Seul 8% des enfants du pays peuvent encore aller à l'école, avec pour conséquence que les chefs de guerre (les fameux warlords), entretenus par l'Occident, mobilisent les enfants pour la guerre, en leur donnant de la drogue et des armes et les précipitant dans la prostitution. Le manque de soins médicaux cause la mort des gens à la moindre maladie ou par des cancers rares qui coûtent la vie à de nombreuses personnes. A tout moment, on manque de soins médicaux et on souffre de la faim, ce qui provoque une malnutrition.

La Somalie se trouve à l'est du continent africain et fait partie de la Corne de l'Afrique. Sa situation géostratégique, du fait qu'elle se trouve le long de la côte la plus longue d'Afrique avec ses 2720 km, rend ce pays particulièrement intéressant pour les puissances étrangères. La Somalie est bordée au sud par le Kenya, à l'ouest par l'Éthiopie et au nord par le Djibouti. La capitale Mogadiscio se trouve au sud du pays avec accès direct sur la mer. Les deux fleuves, Jubba et Shabeelle, dont les sources se trouvent en Éthiopie, traversent le sud du pays et se jettent dans l'océan Indien. Le climat est chaud tout au long de l'année, du fait de la mousson, les périodes de pluie sont irrégulières et suivies de périodes de sécheresse.

La plus grande partie de la population somalienne est nomade. Une petite partie vit de l'agriculture. Jusqu'au début de la guerre, en 1991, une grande partie de la terre était vouée à l'agriculture qui était florissante du fait de la culture de la terre et de l'élevage de bétail, dont les produits, comme par exemple le bétail, les bananes, les cuirs et les poissons étaient exportés.

Le pays compte entre 9 et 12 millions d'habitants qui sont pour 99% de religion musulmane. Ils parlent le somali et l'arabe, mais depuis la période coloniale on y parle dans certaines régions aussi l'italien ou l'anglais.

Divise et règne, au lieu d'un développement social

Lors de la conférence de Berlin, en 1884, le territoire habité par les Somaliens fut divisé en 5 parties. On le remarque sur le drapeau national bleu qui porte au centre une étoile à 5 dents. Le Nord de l'actuelle Somalie fut colonisé par la Grande-Bretagne, sous le nom de British-Somaliland, et le sud et l'est par l'Italie, appelé Somaliland italienne. La France s'attribua le Djibouti, la région d'Ogaden revint à l'Éthiopie et le district NFD (Northern Frontier District) au Kenya.

Le 1^{er} juillet 1960, l'Italie et la Grande-Bretagne rendirent son indépendance à la So-



«En Somalie, plus d'un million de personnes ont dû fuir leurs villages et se trouvent maintenant dans des camps de réfugiés en dehors des grandes villes.» (photo Reuters)

malie, le Nord et le Sud se trouvant réunis sous le nom de République démocratique de Somalie. A cette époque, il y avait en tout et pour tout en Somalie quatre Somaliens ayant reçu une formation universitaire. Ainsi, on laissa le pays aux mains d'analphabètes ou pour le moins à des gens à la formation rudimentaire. La conséquence en fut pendant les neuf premières années le développement du népotisme, du tribalisme et de structures monarchiques. Pendant cette période on ne put espérer de développement de la société, les gens vivant comme du temps des cavernes. Les chefs étaient les mêmes qui avaient collaboré avec les coloniaux et leur devise fut: divise et règne, au lieu d'un développement social.

En 1969 le président d'alors, *Shermarke*, fut assassiné, des militaires prosoviétiques prenant le pouvoir sous la direction de *Siad Barre*. Il régna jusqu'en 1991, s'appuyant fortement sur l'Union soviétique, en expropriant et en nationalisant les propriétés des Européens occidentaux, qui durent quitter le pays. L'armée fut considérablement renforcée, rendant la Somalie le troisième pays en force militaire après le Nigeria et l'Égypte, son budget militaire représentant 85 à 90% du budget national.

En 1977/78, Siad Barre mena une guerre contre l'Éthiopie pour s'approprier la région d'Ogaden, mais fut vaincu et l'armée somalienne dut se retirer dans les 24 heures. Le gouvernement éthiopien avait réussi à obtenir un appui entier de l'Union soviétique et de ses alliés (Cuba, RDA, Hongrie, Jemen, etc.). Là-dessus, Siad Barre se détourna économiquement et politiquement de l'Union soviétique et s'orienta vers les pays occidentaux (USA, Allemagne, Italie, etc.). Son pouvoir s'orienta de plus en plus vers une dictature ce qui empêcha tout progrès social. La répression renforcée contre divers clans provoqua la formation de plusieurs groupes de rebelles qui firent finalement tomber le régime de Barre en 1991. L'un de ces groupes était

commandé par *Abdullahi Yusuf Ahmed*, l'actuel président de la Somalie.

En 1978, Ahmed avait mené un putsch contre Siad Barre, qui échoua – la plupart de ses partisans furent fait prisonniers et éliminés. Lui-même s'enfuit en Éthiopie où il trouva un appui pour continuer sa lutte contre Siad Barre. Depuis lors, il put toujours s'appuyer sur les différents gouvernements éthiopiens qui soutenaient aussi d'autres chefs de guerre, dans le but de les inciter à se combattre mutuellement.

Ces différents groupes de rebelles furent armés à l'encontre de l'embargo des Nations-Unies décrété en 1991 contre la Somalie. Ces activités étaient pour l'Éthiopie une façon de se venger pour la guerre de 1977 et de s'assurer la région d'Ogaden, laquelle contient d'énormes richesses en pétrole et en gaz naturel.

Il y eut de fortes batailles entre les différents groupes de rebelles entre 1991 et 1993, ce qui provoqua la destruction du pays et de toutes les infrastructures scolaires et sanitaires mises en place du temps de Siad Barre. *Ali Mahdi Mohammed* et *Mohammed Farah Aidid* furent les deux chefs principaux de ces groupes de rebelles.

Les Etats-Unis lancent une action militaire en Somalie

En décembre 1992 – vers la fin du mandat de Bush senior – les Nations-Unies soutinrent une campagne militaire des Américains en Somalie, l'opération «Restore Hope». L'objectif officiel était l'«aide humanitaire» pour les victimes de la guerre civile et de la famine et le rétablissement de l'ordre public.

Les 3 et 4 octobre 1993, se déroula à Mogadiscio, la capitale, une bataille de douze heures (la bataille de Mogadiscio) entre 160 soldats américains et ceux d'une mission de l'ONU, venus du Pakistan et de Malaisie, contre 2000 soldats de milice somaliens sous la direction de Mohammed Farah Aidid. Le résultat en fut un millier de Somaliens tués,

ainsi que 18 soldats américains et la destruction de deux hélicoptères Black-Hawk.

La mort de 18 soldats et les 84 blessés, de même que les images de soldats américains traînés dans les rues de Mogadiscio provoquèrent aux Etats-Unis un renversement de l'opinion publique quant à l'engagement américain et à un changement complet de la politique d'intervention du gouvernement américain sous *Bill Clinton*, ce dernier décidant le retrait de toutes les troupes américaines.

Les 24 différents chefs de guerre continuèrent de se combattre, l'Éthiopie livrant, avec l'aide des Etats-Unis, les armes dont ils avaient besoin.

Entre 2000 et 2004 furent entreprises des négociations de paix au Kenya, sous la direction de l'Éthiopie. Ce dernier pays mit en place comme président le plus ancien des chefs de guerre, *Abdullahi Yusuf Ahmed*. Tous les chefs de guerre fidèles envers l'Éthiopie purent envoyer des représentants au parlement. De ce fait tant le parlement que le gouvernement sont tributaires de l'Éthiopie. La résistance de la population eut pour conséquences que ni le gouvernement ni le parlement ne purent s'installer à Mogadiscio, mais durent se rendre dans une localité à l'intérieur du pays.

Expulsion temporaire des chefs de guerre

En 2006, des milices de l'*Union des tribunaux islamiques* prirent le contrôle de Mogadiscio et de certaines parties du sud, après avoir chassé les chefs de guerre. Pour la pre-



«La vague déferlante (tsunami) de 2004 a déversé des conteneurs rouillés avec des dépôts nucléaires et différents poisons sur les plages.» (photo mad)

mière fois depuis 1995, les ports et l'aéroport furent rouverts. La population put prendre son destin en mains pendant quelques mois. Le gouvernement de transition et l'Union des tribunaux islamiques entreprirent des négociations de paix à Khartoum, la capitale du Soudan.

En décembre 2006, l'Éthiopie envoya 50 000 soldats en Somalie pour briser la résistance de la population contre le gouvernement et le parlement afin qu'ils puissent imposer leur pouvoir à tout le pays. Mais la population ne se laissa pas diviser et poursuivit son but de chasser du pays les troupes éthiopiennes, soutenues par les Etats-Unis, ainsi que le gouvernement de marionnettes. Ce mouvement de résistance du peuple est faussement taxé par les Éthiopiens et les Américains, ainsi que par les médias internationaux, de mouvement terroriste.

La Somalie, un dépotoir illégal de déchets radioactifs

Depuis 1988, suite aux guerres incessantes, 3 à 4 millions de Somaliens ont émigré dans le monde entier. De plus, plus d'un million de personnes ont été déplacées dans le pays même, depuis fin 2007. Depuis 15 ans environ, sont apparues des maladies peu connues jusque-là: le cancer, la leucémie, la maladie d'Hodgkin, le cancer du sein, des malformations prénatales, des fausses couches etc. Il est à remarquer que tant en Somalie que dans le reste du continent on ne connaissait guère de maladies du cancer. La vague déferlante (tsunami) de 2004 a déversé des conteneurs rouillés avec des dépôts nucléaires et différents poisons sur les plages. Depuis les années quatre-vingt du siècle passé les côtes de

La situation humanitaire en Somalie

Plus d'un million de personnes ont dû fuir leurs villages et se trouvent maintenant dans des camps de réfugiés en dehors des grandes villes. Du fait que la situation est trop risquée pour les organisations d'entraide humanitaire, les réfugiés n'obtiennent pas le soutien nécessaire. De plus, la période des pluies approche et les faibles refuges ne servent pas à les protéger. Les organisations humanitaires et l'ONU parlent de la pire situation de détresse au monde.

La population du pays obtient une aide en premier lieu des Somaliens émigrés, par exemple en Europe. Quelques-uns d'entre eux ont fondé l'organisation d'entraide Water Education Health Development Programme (WEDHP), dont le siège se trouve à Londres, et dont l'objectif es-

sentiel est la remise en état du système d'éducation et de santé. Pour l'instant cet organisme travaille en collaboration avec l'Association d'intégration somalienne de Suisse orientale (SIVO). C'est chaque jour que les Somaliens émigrés viennent en aide à leurs compatriotes, par exemple par un soutien financier dans la reconstruction d'écoles et d'hôpitaux par la population somalienne ou bien lorsqu'il faut remettre en état un puits ou en creuser un nouveau. Dernièrement, le 28 juin, la WEDHP a pu procurer des tentes à 54 familles en Somalie.

La photo ci-contre montre une école reconstruite par la population avec l'aide de la WEDHP.

Toute aide individuelle ou d'organisations sera reçue avec remerciements.



Contact en Suisse:
Leyla Kanyare, SIVO
Courriel: leyla_kanyare@yahoo.de.
Lors de dons, veuillez indiquer WEDHP.
Banque cantonale de St-Gall,
N° de compte: 2455 3431 8904,
code de banque: 782 38304

Mensonges et crimes de guerre perpétuels risquent de faire périr la culture politique allemande

par Karl Müller

La première victime de la guerre, c'est la vérité. La pertinence de cette affirmation est évidente face à la tentative du gouvernement allemand de leurrer la population allemande pour qu'elle accepte l'augmentation du taux maximum de soldats allemands engagés dans l'intervention de la «FIAS» en Afghanistan.

Il est insupportable de voir et lire le site internet du gouvernement allemand qui y fait de la publicité en vue de son engagement en Afghanistan et de sa demande de 1000 soldats allemands en plus, et ceci avec la photo d'une charmante soldate allemande qui sourit au milieu d'un groupe d'autres soldats, le tout commenté par la légende: «Engagement in Afghanistan verstärken» (Rendre plus efficace notre engagement en Afghanistan). Lisant le communiqué gouvernemental allemand du 25 juin, un communiqué de trois pages, rédigé par le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Steinmeier, il est tout aussi insupportable de voir le ministre diffuser les bénédictions de l'engagement allemand en Afghanistan en ne mentionnant sa quête d'augmentation des effectifs en soldats allemands qu'en passant. Si les «problèmes» au sein du pays sont mentionnés, les politiciens afghans en sont rendus responsables.

Pourquoi passe-t-on sous silence le fait que la vie quotidienne en Afghanistan est marquée par l'assassinat et la mort? La *Bundeswehr* elle-même l'affirme en informant, chaque semaine, les membres du comité de Défense du Bundestag sur les chiffres actuels des pertes. Ainsi ce rapport fait-il état, pour la seule semaine du 9 au 15 juin, de «184 incidents relevant de la sûreté» qui ont coûté la vie à 8 soldats de la FIAS et en ont blessé 27



Voilà l'image de la guerre d'Afghanistan répandue par le gouvernement allemand...



autres. Il faut multiplier ces chiffres par un facteur considérable pour en déduire le taux vraisemblable des victimes dans les rangs des combattants afghans. En restent exclues les nombreuses victimes tombées malades suite à l'emploi perpétuel des munitions à l'uranium et les personnes qui meurent à la suite de maladies liées à la guerre ou de faim.

Et pourquoi passe-t-on sous silence le fait qu'actuellement, en Afghanistan, aucun n'exerce une fonction importante dans l'administration sans que les armées d'occupation donnent leur aval. A quoi bon nier que les interminables tensions internes sont incitées par des tiers, dans un calcul précis? Qu'il s'agit de toute autre chose que du simple «Divide et impera» (divise et règne!)? Qu'on invente perpétuellement des raisons susceptibles de pouvoir légitimer la présence des troupes d'occupation dans le pays? Dans un rapport de l'agence *Associated Press* (AP) du 13 avril on a pu apprendre qu'un hélicoptère américain «s'était déchargé, par mégarde, d'armements en faveur des Talibans».

Pourquoi détourne-t-on l'attention publique du fait que, dans cette guerre, il s'agit de défendre les intérêts les plus solides de l'Occi-

dent et non pas le bien-être des Afghans ni de les protéger d'attentats terroristes? On sait depuis plusieurs années que la guerre des Etats-Unis contre l'Afghanistan figurait, savamment planifiée, dans les dossiers de la Défense américaine déjà avant le 11 septembre 2001 et que ces planifications entraînaient justement dans leur phase décisive quelques semaines avant septembre 2001 puisque les derniers pourparlers avec les Talibans, au pouvoir à l'époque, venaient d'échouer. Il s'agissait, dans ces délibérations, de se mettre d'accord sur un oléoduc qui suivrait une ligne, du Turkménistan à un port situé sur l'océan Indien, passant par l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Ce dernier plan est toujours d'actualité, comme le confirme un article paru le 19 juin dans le magazine *Foreign Policy Series*, édité par le *Canadian Centre for Policy Alternatives*. L'article présente le plan de l'oléoduc en détail et le met dans son contexte géo-politique (la rivalité entre la Russie et la Chine sur l'échiquier de l'Asie centrale). Ce 25 avril, un contrat a été signé avec le gouvernement afghan concernant la construction de l'oléoduc. La réalisation du projet prévoit la présence permanente des armées d'occupation. Mais il y

a ceux qui «dérangent» la réalisation du projet, il s'agit des Pachtounes, autonomistes par tradition, qui peuplent les régions de l'Est et du Sud ainsi que du Nord-Ouest de l'Afghanistan; or l'oléoduc planifié passerait justement par leur région (voir carte). En plus, les Pachtounes ne sont pas prêts à se résigner à une frontière dorénavant infranchissable qui diviserait leurs territoires en deux, prévue par l'Afghanistan actuel et le Pakistan sous le diktat des puissances d'occupation, et qui cause de tensions très importantes comme le met constamment en évidence le député *Willy Wimmer*.

Est-ce là la raison pour laquelle les puissances d'occupation mènent une véritable guerre génocidaire contre le peuple pachtoune?

Les conséquences de cette politique occidentale, de cette politique allemande concernant l'Afghanistan, se révèlent, aujourd'hui déjà, catastrophiques. Et quelles en seront les conséquences pour l'Allemagne elle-même? Quelles questions fondamentales sont soulevées? Cette guerre et la complicité de la continuer ne tarderont pas à faire enliser tous ceux qui y participent dans les terrains de plus en plus marécageux du mensonge et des crimes. La dernière conséquence d'une telle évolution, qui la connaît mieux que l'Allemagne elle-même se penchant sur sa propre histoire: C'est la corruption de sa conscience, atteignant les couches de plus en plus profondes, qui aboutit finalement à la destruction totale de la culture politique. Où sont les voix de ceux qui devraient y réfléchir? Il n'y en a que peu probablement, jusqu'à présent. Mais n'oublions pas: il est grand temps de mener ce débat.



... et voilà son image réelle. (photo Miraki)

«La guerre en Somalie...»

suite de la page 6

la Somalie sont utilisées illégalement comme dépotoirs pour des déchets toxiques de toutes sortes. Cette catastrophe écologique aura pour conséquence dans peu de temps la mort en masse d'Africains. Déjà maintenant, la durée de vie des hommes n'est que de 47 ans, celle des femmes de 49 ans.

(Traduction *Horizons et débats*)

Appel

Les populations des pays occidentaux doivent absolument être mises au courant de la situation dans laquelle se trouve la population somalienne, afin de pouvoir lui apporter son soutien dans la stabilisation du pays et la reconstruction. La communauté internationale doit agir d'urgence afin de débarrasser le pays des dangereux déchets radioactifs déposés illégalement. Nous devons assumer nos responsabilités.

Un grand nombre de projets de reconstruction de la société civile somalienne attendent notre soutien. Il serait bon que les Somaliens aient un groupe de pression international capable d'imposer et de soutenir des négociations de paix sérieuses.

Somalie: le CICR lance une opération d'assistance en faveur d'un demi-million de personnes

En raison de l'intensification du conflit armé et des effets de la sécheresse catastrophique qui frappe le centre du pays, des centaines de milliers de Somaliens sont confrontés à une pénurie d'eau et de nourriture qui met leur vie en danger. Une inflation importante, conjuguée à l'augmentation du prix des produits de base dans le monde entier, en particulier de produits d'importation essentiels comme les denrées alimentaires et le pétrole, aggrave encore la situation.

«Nous assistons à la pire tragédie que la Somalie ait connue cette dernière décennie», a déclaré *Pascal Hundt*, chef de la délégation du CICR pour la Somalie. «Les conditions de vie d'innombrables familles sont extrêmement dures. Les gens sont complètement épuisés par cette lutte sans fin pour la survie. Au milieu de ce conflit armé et de cette situation de violence généralisée, se procurer de l'eau et de la nourriture pour les siens est un défi quotidien. Il est aussi toujours plus difficile de trouver un abri et d'avoir accès à des soins de santé.»

La situation qui prévaut en Somalie, et qui était déjà parmi les pires au monde sur le plan humanitaire, s'est encore détériorée depuis le début de l'année. Toujours plus de localités du centre et du sud du pays ont été le théâtre d'affrontements armés, tandis que les combats continuent d'être particulièrement intenses dans la capitale Mogadiscio.

De nombreux civils ont été blessés ou tués. Des centaines de milliers d'autres se

retrouvent aujourd'hui déplacés à l'intérieur du pays, la plupart vivant sans abri ou dans des camps de fortune, loin de tout service médical. La détérioration de la situation de sécurité et l'économie extrêmement fragile compromettent encore davantage la survie de nombre de communautés rurales, qui ne savaient déjà plus bien comment faire face. Les régions les plus durement touchées sont celles du centre de la Somalie, où il n'a pour ainsi dire pas plu et où les récoltes ont été très maigres depuis deux ans. La pénurie de nourriture est très sérieuse, et le bétail dépérit à cause de la sécheresse des pâturages. Un pourcentage toujours plus élevé de la population dépend désormais de l'aide humanitaire pour survivre.

Pour faire face à cette situation, le CICR a adapté son action, privilégiant presque exclusivement les opérations de secours de vaste envergure en faveur des familles déplacées et des communautés qui les accueillent. Au cours des semaines à venir, l'institution prévoit de distribuer des rations alimentaires sèches pour quatre mois à 435 000 bénéficiaires, en étroite coordination avec le Programme alimentaire mondial et l'organisation CARE. Par ailleurs, quelque 150 000 personnes recevront des articles ménagers de première nécessité, tels que couvertures, matériel pour la construction d'abris et assortiments d'ustensiles de cuisine. Pour financer cette opération d'urgence en Somalie, le CICR fait appel à ses donateurs internationaux.

Entre mi-février et mai de cette année, 2,3 millions de litres d'eau ont été distribués chaque jour à 470 000 personnes dans pas moins de 400 endroits différents. Plus de 268 000 personnes ont reçu du matériel pour la construction d'abris et des articles ménagers de première nécessité, et près de 100 000 autres des rations alimentaires pour un mois. En outre, le CICR a renforcé son appui aux dispensaires du Croissant-Rouge de Somalie pour qu'ils puissent desservir environ 200 000 personnes; il maintient également le soutien qu'il fournit de longue date aux deux principaux hôpitaux de Mogadiscio (Keysaney et Medina). Depuis le mois de janvier, plus de 1 300 blessés par arme ont été admis dans ces deux établissements: un tiers étaient des femmes et des enfants. L'an dernier, pas moins de 4 000 blessés y ont reçu des soins.

«Les Somaliens vivent une situation insupportable, a ajouté *Pascal Hundt*. Nous continuons de demander instamment à toutes les parties au conflit de respecter les règles du droit international humanitaire, en particulier l'obligation d'épargner les civils, le personnel médical et les installations sanitaires, ainsi que les travailleurs humanitaires.»

Le CICR mène des activités en Somalie depuis plus de 30 ans, et ce, en étroite partenariat avec le Croissant-Rouge de Somalie.

Source: Communiqué de presse du CICR du 4/6/08

Arthur Bill – une vie sous le signe de l'engagement humanitaire

par Lisette Bors et Eliane Gautschi

«L'existence au service des autres fait partie d'une existence remplie de sens: au service des êtres chers et des prochains, mais également au service des démunis du lointain et d'encore plus loin. Si ceux-là deviennent les prochains, alors cela sert la paix sur terre.»



photo hk

Arthur Bill a vécu toute sa vie selon la maxime citée plus haut qui témoigne d'une éthique élevée et d'un attachement humain profond. Aujourd'hui, à 92 ans, il peut avec une fierté justifiée et une satisfaction intérieure regarder en arrière et dire qu'il a maîtrisé tous les devoirs de la vie avec tout son cœur, avec un esprit clair et une prévoyance sage. Arthur Bill a été actif pendant plus de 25 ans avec sa famille au village d'enfants Pestalozzi à Trogen et a marqué de manière décisive pendant très longtemps celui-ci en tant que directeur de village pour une longue durée. Pour beaucoup d'enfants et d'adolescents qui ont passé quelques années au village Pestalozzi, il était un modèle comme démontré de manière impressionnante dans le film «Ein Lied für Argyris» [une chanson pour Argyris] à l'instar d'Argyris Sfountouris.

A la suite de son temps à Trogen, Bill a fondé le Corps suisse d'aide humanitaire et a ainsi contribué une nouvelle fois à la création d'une institution humanitaire importante.

Nous avons lu le livre d'Arthur Bill «Helfer unterwegs» [Secouristes en route] et nous avons été très impressionnés par ses réflexions et son œuvre. C'est pourquoi nous lui avons demandé si nous pouvions lui rendre visite pour le connaître personnellement.

«Vis et décide comme tu souhaiteras avoir vécu et décidé quand tu seras âgé»

A 92 ans, Arthur Bill rayonne malgré quelques incommodités corporelles une joie de vivre et une énorme vitalité. Nous avons facilement entamé la discussion avec lui et il a rapidement anticipé sur notre première question relative aux racines et aux raisons de son engagement humanitaire intensif: «Les raisons reposent sur le destin de mes parents. Mon père était un Verdingkind (garçon placé). Quand il avait 8 ans, il a perdu son père. Ce dernier laissa alors 10 enfants orphelins de père. C'était une charge insurmontable pour ma grand-mère toute seule. Autrefois, il était très répandu de donner les plus jeunes enfants à des familles d'accueil. Theophil, mon père, a été placé chez un grand cultivateur à Münchenbuchsee. Il y avait à cela une raison particulière. Celui-ci avait prêté auparavant de l'argent à mon grand-père qui n'avait pas pu le rendre par la suite. Donc, l'enfant devait en tant que garçon placé en fait le rendre par son travail.

Theophil avait la vie dure. Il devait se lever très tôt le matin et aller chercher de l'herbe pour les vaches. Il avait toujours peur d'arriver trop tard à l'école et quand il arrivait là-bas, il avait déjà travaillé quatre heures. Bien qu'il ait été un bon élève, il n'a pas osé aller à l'école secondaire. Il aurait eu plus de devoirs et le cultivateur n'aurait pas été d'accord. Après sa scolarité, il a effectué un apprentissage en tant que sellier. Il nous racontait toujours quand nous étions petits quelle peur effroyable il avait quand il était enfant et de quelle manière il avait reçu le premier soir dans l'écurie une botte de paille sur laquelle il avait dû dormir pendant deux ans avant de pouvoir accéder finalement à la chambre des domestiques. Plus tard, il a épousé ma mère, une lingère. Elle aussi a souffert d'un destin semblable, son père, un enseignant, étant mort pendant l'épidémie de grippe en laissant neuf enfants derrière lui. Il n'a pas pu connaître le plus jeune des enfants, ma mère,

parce qu'elle est née après sa mort. Elle aussi a été placée dans une famille d'accueil, mais contrairement à mon père, elle a eu la chance de tomber sur une «Pflegermüeti» (maman de remplacement) qui avait de l'expérience et qui était la bonté même. Ma mère a gardé un contact chaleureux et reconnaissant avec elle tant qu'elle vivait encore. J'ai donc appris par le destin de mes parents qu'on peut aborder et résoudre le même problème de manière différente. Mon père a raconté beaucoup sur cette époque de la fin du 19^e siècle et cela m'a grandement impressionné. Plus tard, j'ai eu l'occasion de m'engager pour des enfants qui ont eu un destin semblable.»

Mon premier poste d'enseignant

«En 1932, j'avais fini ma formation d'enseignant au séminaire de Hofwil. J'avais été un bon élève et j'avais pensé que j'obtiendrais tout de suite un poste. J'ai remarqué bientôt que personne ne m'avait attendu et j'ai dû attendre cinq ans avant d'avoir un poste d'enseignant. C'était juste avant la guerre. A ce moment-là, je m'étais promis de ne jamais me plaindre en aucun cas d'un surcroît de travail. J'étais tellement reconnaissant quand j'ai eu enfin une place et je me suis tenu à ce principe ma vie durant, ce dont ma femme a pu aussi témoigner.

J'étais donc enseignant et ma commune m'a chargé de différentes fonctions. Une de celles-ci était de surveiller 16 enfants placés dans des familles d'accueil, ce qui arrivait à point pour moi. Une à deux fois par an, je devais visiter les familles d'accueil et voir comment allaient les garçons placés, c'était avant tout des garçons. Dans ma classe aussi, il y en avait trois. L'un d'entre eux arrivait toujours

«Dans le domaine pédagogique tout comme au niveau des relations internationales, le chemin prometteur est de ne pas chercher les faiblesses, mais de reconnaître les forces.»

trop tard le matin et manquait la plupart du temps les leçons de calcul.

Cela m'inquiétait et je voulais savoir pourquoi il en était ainsi. Exactement comme mon père me l'avait raconté, lui aussi devait travailler quatre heures tôt le matin et arrivait alors épuisé à l'école. Il a refusé catégoriquement lorsque j'ai dit que je voulais parler avec son maître par peur que celui-ci le traite encore plus sévèrement. Je lui ai dit que c'était mon devoir d'agir, mais que je le ferais de manière qu'il n'y ait ni pour moi ni pour lui de mauvaises conséquences. En fait, ce grand cultivateur était mon supérieur en tant que Président de la commission scolaire. En ce temps-là, j'avais déjà appris un peu à être diplomate et il a compris mon souhait. Cela s'est bien déroulé et j'ai donc eu pour la première fois l'occasion de faire quelque chose pour les Verdingkinder. Ce fut le début de mes engagements humanitaires.»

Mon chemin au village Pestalozzi

Après la Seconde Guerre mondiale, on a construit à Trogen en Appenzell le village d'enfants Pestalozzi. Il était devenu le symbole de l'engagement humanitaire suisse. Arthur Bill a participé dès le début à la construction du village d'enfants. Dans ses descriptions, il nous a tracé une image impressionnante du temps passé: «C'était pendant la Seconde Guerre mondiale. J'étais dans l'armée de l'air. Nous devions toujours être en service, car nous nous attendions à une agression des Allemands. En septembre 1944, j'ai eu des congés. Comme beaucoup d'autres, j'espérais que je survivrais à la guerre saine et sauf, j'espérais la même chose pour notre pays. Je voulais donc, je me l'étais promis, non seulement aider à la défense, comme jusqu'à ce moment-là, mais aussi à la reconstruction. A la maison, j'ai trouvé dans mon courrier un numéro du magazine *DU* avec un article de Walter Robert Corti. Il y émettait l'idée de fonder dans notre pays un village pour les enfants souffrants. Un village, dans lequel des orphelins de guerre dont les pères avaient combattu l'un contre l'autre, pourraient être élevés dans un esprit de coopération internationale pacifique. J'ai lu l'article et j'ai dit à ma femme: «C'est exactement ce que je cherche!» J'ai écrit lors du Nouvel An au secrétariat que cela m'intéresserait de coopérer. J'ai attendu longtemps avant d'avoir une réponse. En 1946, la maison des Français devait être aménagée en premier; on nous a demandé si nous voulions être des parents de maison. Pour nous, il n'en était pas question car le concept du village d'enfants Pestalozzi prévoyait que les parents de maison devaient venir du pays d'origine des enfants afin qu'ils puissent transmettre la langue et la culture correspondante. Après six mois, on avait accueilli les Français et les Polonais. Lorsque la maison pour les orphelins de guerre venant d'Hambourg devait être aménagée, la situation était tout autre; pour les parents de la maison française et de la maison polonaise du village, il était encore impensable de vivre et de travailler avec des adultes allemands qui avaient fait tant de mal dans leurs pays. C'est ainsi qu'on nous demanda si nous étions prêts à prendre provisoirement la responsabilité d'une maison. Nous avons accepté et notre fille aînée a eu d'un jour à l'autre 16 frères et sœurs.»

Le travail dans le village d'enfants

Dès lors et pendant 25 ans, Arthur Bill a été actif avec sa femme au village d'enfants Pestalozzi. Après peu de temps déjà, il a pris la responsabilité de créer l'école et est devenu directeur de village: «Nous avions à cette époque une situation idéale pour la construction du village d'enfants. Les pays nous confièrent volontiers les enfants, nous nous donnions de la peine et ils devenaient des êtres raisonnables qu'on reprenait volontiers. Cela correspondait également aux conditions de la police des étrangers pour leur séjour. Les enfants étaient accueillis gratuitement au village Pestalozzi. Tout était

Le village d'enfants Pestalozzi à Trogen

Cela veut être un village où des enfants, des adolescents et des précepteurs de différents pays et cultures peuvent trouver le voisinage et la communauté. Celle-ci les fait vivre le commun et l'humain en général comme élément de construction d'une petite communauté des nations en allant au-delà de ce qui sépare au niveau de la langue, de la foi et de l'origine.

Arthur Bill

eg./lb. Il y a 60 ans, juste après la Seconde Guerre mondiale, le 28 avril 1946, les assistants volontaires commençaient à construire les premières maisons du village d'enfants Pestalozzi, au-dessus de Trogen dans le canton d'Appenzell. Les âmes des gens étaient ébranlées par la misère terrible que la guerre avait laissée. On voulait faire quelque chose pour diminuer les souffrances et pour empêcher d'autres. L'idée de l'écrivain et du philosophe Walter Robert Corti (1910-1990) de Winterthur était de construire un village pour les enfants souffrants de la guerre, qui avaient perdu pendant l'horreur de la Seconde Guerre mondiale leurs parents et leurs chez-soi. Dans la revue mensuelle culturelle *DU*, il publiait, en août 1944, l'article «Un village pour les enfants souffrants». L'écho des bienfaiteurs et des assistants dans la Suisse entière fut si grand qu'on put bientôt commencer à construire le village. Des pédagogues, des psychologues et des personnalités importantes comme Elisabeth Rotten (1882-1964), Marie Meierhofer (1909-1998) et l'architecte Hans Fischli (1909-1989) ont travaillé pour le village d'enfants à côté de nombreux collaborateurs de beaucoup de

pays. Arthur Bill et son épouse Berta dirigèrent le village pendant 25 ans de 1947 jusqu'en 1973 avec beaucoup d'engagement. Au cours des décennies suivantes on construisit 25 maisons où des enfants de pays dévastés par la guerre trouvaient un nouveau chez-soi. Ils vivaient ensemble dans une famille avec une hôtesse et un hôte qui provenaient de leur patrie. Pendant l'école primaire les enfants étaient instruits dans leur langue maternelle dans les différentes écoles. Les enfants devaient ainsi garder les racines de leur culture et de leur langue. Dans les classes supérieures, on enseignait les enfants de toutes les nations ensemble. Le but en était de donner aux enfants et aux adolescents de différentes nationalités une possibilité de s'entendre mutuellement comme contribution à la paix. Lors de leur retour dans leur patrie, – ceci appartenait à la conception du village d'enfants pendant les premières décennies –, ils devaient pouvoir contribuer à la reconstruction et au développement de leur patrie par leur formation personnelle et professionnelle.

Aujourd'hui, le centre de gravité du travail du village d'enfants est plutôt dans des projets dans des pays du tiers monde, où l'on fait du travail de reconstruction avec les organisations partenaires après des catastrophes naturelles ou lors des guerres. A Trogen au village d'enfants, il existe aussi une offre de cours où les classes peuvent apprendre la collaboration internationale.

Aujourd'hui, le concept approfondi du village d'enfants des temps de la fondation gagne de nouveau de l'actualité – à côté de l'aide directe sur place. Dans un monde se-

coué par des guerres, il ferait sens de donner aux enfants une nouvelle patrie pour quelques années où ils pourraient se remettre du vécu et recevoir une formation ingénieuse et bonne. Par l'expérience humaine de la communauté des nations, au-delà de tout ce qui sépare au niveau de la langue, de la foi et de l'origine, il y a le désir de paix qui relie les hommes, et l'on pourrait faire un pas vers un monde plus paisible.

Sources et bibliographie:

Corti, Walter Robert. Ein Dorf für die leidenden Kinder. In: *DU*, August 1944.

Corti, Walter Robert. *Der Weg ins Pestalozzidorf. Kinderdorf Pestalozzi*, 1992 [1955].

Schmidlin, Guido. *Gesammelte Schriften: Ein Dorf für die leidenden Kinder*. Das Kinderdorf Pestalozzi in den Jahren 1949 bis 1972 mit Arthur Bill als Dorfleiter. Bern 2002. ISBN 3-258-06470-9.

Bill, Arthur. *Helfer unterwegs*. Bern 2002. ISBN 3-7272-1323-X.

Bill, Arthur. *Fliegerlatein. Geschichten aus 70 Jahren Schweizer Fliegerei*. Bern 2003. ISBN 3-7272-1274-8.

Bill, Arthur. *Von Menschen und Orten. Begegnungen, Begegnungen, Betrachtungen*. Bern 2006. ISBN 10-7272-1279-9.

Bill, Arthur und Argyris Sfountouris. *Das Kinderdorf Pestalozzi in Trogen und sein griechischer Dichter*. Bern 1996. ISBN 3-258-05384-7.

Bill, Arthur. *Worte zum Abschied vom Kinderdorf Pestalozzi in Trogen*. 1973.

Knoblauch, Urs. Allen Kindern im Krieg gewidmet. 60 Jahre Kinderdorf Pestalozzi. Ein Beispiel der humanitären Schweiz. In: *Zeitfragen* Nr. 13/14 vom 3.4.2007

Rapports annuels de la fondation du village d'enfants Pestalozzi

Film «Ein Lied für Argyris», 2006, Produktion Fontana Film GmbH.

«Seul celui qui vit l'espace, apprend où sont les frontières, seul celui qui reconnaît les frontières, apprécie l'espace.»

organisé dans le sens d'une coopération au développement.

Afin que les enfants puissent plus tard faire fructifier leur savoir dans leur pays d'origine et entretenir le contact international, nous faisons attention lors du choix qu'ils soient aptes à être formés. Au fil du temps, il y avait de plus en plus d'orphelins sociaux parce qu'il n'y avait plus de guerre.

J'avais de mon temps beaucoup de collaborateurs motivés. Beaucoup avaient vécu eux-mêmes la guerre et s'étaient en partie trouvés face à face comme ennemis. Ils s'étaient souvent promis de faire quelque chose pour la reconstruction s'ils survivaient à la guerre. C'est ce qui les motivait à travailler au village Pestalozzi. Nous avions à cette époque une situation exceptionnelle.

Ma femme était naturellement toujours partie intégrante de ma vie, sans elle, tout cela n'aurait pas été possible. Mais j'ai aussi beaucoup appris de mes enfants. Aujourd'hui, mes filles disent qu'elles n'auraient pas pu avoir une éducation plus intéressante. Elles sont ouvertes au monde et ne sont en aucune manière devenues racistes. Elles n'ont remarqué la valeur de cette éducation que plus tard seulement.»

Soutenu par le peuple suisse

«Le village Pestalozzi à Trogen était soutenu par le peuple suisse. J'ai toujours bien informé la presse, ainsi nous avons obtenu beaucoup de dons et de legs. Finalement, nous avons obtenu pour la première fois un don de 250 000 francs du gouvernement suisse lorsque le village a fêté son 25^e anniversaire. Le village Pestalozzi à Trogen a été possible avant tout grâce au soutien et à l'intérêt de la commune de Trogen. Il y a six mois, j'ai pu saisir l'occasion de faire part de mes remerciements à la commune et aux gens de Trogen dans le cadre d'un service religieux. Je les ai remerciés pour deux choses: D'abord pour le fait

«N'essaie pas de changer le monde sans avoir commencé par toi-même.»

que la commune en 1946 a vendu le terrain à la fondation pour 60 centimes le mètre carré, c'est seulement comme cela qu'il a été possible de créer le village. Ensuite pour le fait que les enfants du village Pestalozzi ont eu l'honneur de monter la plus grande cloche de cette église. Cela a été un grand honneur.»

Protéger la liberté – pouvoir être actif dans le domaine humanitaire

«Beaucoup de gens trouvaient que mon engagement pour le village d'enfants et ma carrière militaire – j'étais pilote militaire, plus tard commandant d'escadron et ensuite commandant de régiment – étaient en contradiction. Pourtant, ce n'était pas le cas! Pour cela, il faut savoir que dans les années 30, beaucoup d'éléments indiquaient clairement que les Nazis voulaient aussi conquérir la Suisse. Ce que leur domination aurait signifié pour notre pays, nous le savions tous. Beaucoup de jeunes gens disaient à ce moment-là: Nous ne voulons pas de guerre! Et en tant que soldats, nous défendions le maintien de la liberté et de l'indépendance de notre pays. Nous voulions rester ce que nous étions et continuer à être actif dans le domaine humanitaire dans un pays libre. Et puis, la guerre a coûté la vie à 60 millions de soldats et de civils. Lorsque la guerre fut terminée, nous étions heureux d'avoir pu préserver notre pays du pire. C'est alors que je voulais faire quelque chose pour la reconstruction dans les pays dévastés par la guerre. Les deux domaines de ma vie étaient de ce fait dominés par les mêmes buts humains.»

Le travail dans le

Corps suisse d'aide humanitaire (CSA)

A l'occasion de la visite de remerciements pour le don du gouvernement suisse au profit du village d'enfants, on a demandé à Arthur Bill s'il voulait organiser le Corps suisse



Tous les enfants et collaborateurs participaient chaque lundi à une cérémonie matinale. Chaque maison organisait à tour de rôle cette rencontre avec de la musique, de la danse ou d'autres présentations. (photo A. Bill)

d'aide humanitaire (CSA). Auparavant déjà, il avait été actif, à côté de ses activités au village d'enfants, dans différents territoires en crise ou en guerre et il avait assemblé des expériences dans le domaine de l'aide humanitaire sur place. La création du Corps suisse d'aide humanitaire était prévue depuis longtemps mais plutôt en relation avec la Croix Rouge. Cela n'a pas été facile pour Arthur Bill de prendre la décision de quitter le village d'enfants. Après de longues hésitations, il accepta.

Après son départ de Trogen, Arthur Bill s'occupa en tant que délégué du Conseil fédéral de la construction et de la direction du Corps suisse d'aide humanitaire. C'était entre 1972 et 1981 et plus tard entre 1986 et 1988. Sous la devise «Neutralité et solidarité», on voulait marquer le pas et à côté de la Croix-Rouge, qui était avant tout active au niveau de la santé, on voulait aider au moyen de la reconstruction, du transport, de la nourriture etc. des pays qui étaient touchés par des guerres, par la pauvreté et des catastrophes naturelles. Dans un travail de construction minutieux, Arthur Bill développa une première conception pour l'engagement du Corps suisse d'aide humanitaire. «J'avais à disposition une secrétaire et deux collaborateurs. C'étaient de bonnes personnes. Après deux ans, nous étions effectivement prêts. Nous avions commencé en 1974, et en 1975 nous étions prêts à débiter. La première intervention fut lors de la catastrophe du Sahel près du lac Tchad. Nous étions d'abord 20 à 30 personnes, ensuite 100. Après avoir d'abord récolté beaucoup de lauriers, nous avons reçu une volée de critiques dans les journaux. Quatre de mes collaborateurs sont venus me voir et m'ont demandé: «Que fait-on maintenant?» Une partie des critiques étaient justifiées, une autre seulement partiellement et la

dernière pas du tout. J'ai dit: «Je reconnaitrai la critique là où elle est justifiée!» Un supérieur d'une commission latérale a dit: «Un chef ne reconnaît jamais de lui-même qu'il a commis des fautes.» J'ai répondu: «Je suis un chef qui admet quand il a fait quelque chose d'erroné, il faut que vous le sachiez. Là où cela n'est que partiellement vrai, je dirai ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, mais je l'expliquerai. Pour les critiques injustifiées, je me défendrai comme le diable. Mais j'expliquerai là aussi pourquoi.» C'était bien, après on nous a laissés tranquilles, ils nous ont trouvés tout à fait raisonnables et nous avons bien sûr tiré la leçon de ces erreurs.

Lorsque je suis parti à la retraite à 65 ans, j'ai encore aidé à trouver un successeur. Plus tard, on me demanda encore si je pouvais faire un remplacement pour deux ou trois mois. Celui-ci a duré deux ans. Ensuite, j'ai reçu la mission en tant que chargé spécial du département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) d'accompagner la Namibie sur le chemin de l'indépendance. A 74 ans, je suis parti une deuxième fois à la retraite.»

Les trois phases de la vie – trois livres

«Quand j'ai eu 80 ans, je me suis dit que j'avais eu une vie vraiment intéressante et je voulais écrire là-dessus. Je m'étais penché sur les réflexions du père jésuite français, Teilhard de Chardin. Il a conçu l'existence humaine en trois phases:

La première phase est la phase du «je», dans laquelle nous devons devenir quelque chose nous-mêmes. Dans la deuxième phase, la phase du «tu», il s'agit de se tourner vers les autres pour les aider etc.

Ces phases se recourent. Finalement, quand on est âgé ou assez sage, cela ne coïncide pas forcément, alors la phase du «ce» commence, dans laquelle on pourrait être cu-

«Mon conseil à mes petits-enfants: «Réjouis-toi de la vie et fais-en quelque chose.» On nous a dit: «D'abord le travail, ensuite l'amusement.» Nous admettons cependant l'amusement dès le début.»

rieux de savoir quel sens tout cela avait, c'est l'interprétation. J'ai écrit trois livres correspondant à ce développement en commençant par «Helfer unterwegs» (Secouristes en route) qui décrit la phase du «tu», car c'est ce que je trouvais le plus important. «Fliegerlatein» (Histoires d'aviateur) traite de ma phase du «je» et enfin dans le troisième livre «Von Menschen und Orten» (A propos des êtres et des lieux), il s'agit du temps de ma vie que Teilhard de Chardin nomme la phase du «ce».)

Visions et perspectives

Arthur Bill est resté attaché tout le temps de sa vie au village d'enfants Pestalozzi. Après son départ, il est venu quand il s'agissait d'entreprendre quelques modifications du concept en face desquelles il était sceptique. Ainsi, le nombre d'enfants dans les maisons a été réduit de moitié. On voulait aussi laisser aux enfants le libre-choix, soit de rester en Suisse soit de retourner dans leur pays. Parmi les maisons des nations, la maison du Tibet continue d'être conduite selon l'idée initiale. Aujourd'hui en partie, des enfants étrangers qui vivent en Suisse et qui sont tiraillés entre leur culture d'origine et leur nouvelle culture sont également accueillis. Des cours pour les classes scolaires et pour les adolescents du monde entier dans lesquels ils sont initiés à l'entente internationale constituent un point important dans l'activité du village Pestalozzi.

Pour Arthur Bill, les idées fondamentales initiales ont de nouveau gagné de l'actualité: l'idée de l'entente internationale vécue comme contribution à la paix. «J'avais de mon temps à Trogen très tôt l'idée qu'il devrait y avoir davantage de villages d'enfants comme celui de Trogen. Un existait déjà à Wallwies en Allemagne, qui accueillait surtout les enfants venant des Länder allemands et peu d'enfants étrangers. Un autre a été créé en Angleterre pour les enfants venant du pays ou d'anciennes colonies, et un autre encore en Inde. L'échange entre les villages a été pour moi très important. Nous avions un journal en commun dans lequel nous échangeons nos expériences professionnelles. Mon idée était de continuer là-bas et de former d'autres lieux semblables à Trogen, de vivre l'entente des peuples sur ces lieux. Peut-être que cette idée sera reprise.»

Le concept des maisons des nations était de donner la possibilité aux orphelins de guerre du monde entier de se remettre des frayeurs de la guerre dans un pays sûr, mais en même temps de rester intégrés à leur culture et, grâce à leur formation à Trogen, ils devaient retourner plus tard dans leur pays pour pouvoir apporter une contribution importante. Ce concept est pour Arthur Bill de nouveau actuel: «Des millions d'enfants sont devenus orphelins par les guerres et ils n'ont plus de pays natal. On pourrait accueillir des enfants d'Afghanistan ou d'Irak dans le village d'enfants. Jusqu'à présent, personne n'a pu m'expliquer de manière logique, pourquoi cela ne va pas. Ils pourraient par exemple ouvrir une maison pour les Grecs et une pour les Turcs: je sais aussi que les Albanais enverraient volontiers leurs enfants. Il est bien entendu qu'il est important d'aider sur place, en particulier les petits enfants doivent pouvoir trouver d'abord racine dans leur pays natal. Plus tard, ils pourraient venir pour un trimestre ou pour plusieurs années au village d'enfants en vue d'apprendre et vivre la coopération internationale. Je peux m'imaginer que cela a un avenir, mais je dois avouer que les projets décrits ne sont pas faciles à réaliser.»

Prendre au sérieux les difficultés

Tout comme pour «son» village d'enfants Pestalozzi, Arthur Bill prend une part active aux questions de la jeunesse d'aujourd'hui que nous lui posons: «Il s'agit donc des dif-



Cette linogravure a été faite par Claudio Jellici, un garçon de 14 ans de la maison Pinocchio.

1958, de Gaulle et l'OTAN

par Jean-Paul Bled, professeur des universités, président d'honneur du RIF, Paris

Voici cinquante ans que le général de Gaulle revenait au pouvoir. Les commémorations ont ceci d'utile qu'un regard sur le passé permet d'interroger le présent. On aura observé que Nicolas Sarkozy s'est abstenu de toute célébration de ce cinquantenaire. Il lui aurait fallu faire l'éloge d'une Constitution qu'il s'évertue à mettre à mal. C'est aussi en 1958 que le général de Gaulle pose clairement le problème de la compatibilité de l'OTAN avec les intérêts de la France. Ce rappel serait évidemment mal venu alors que le Président de la République s'apprête à ramener la France dans la structure intégrée de l'Alliance.

Quand il revient au pouvoir, le 1^{er} juin 1958, le général de Gaulle est accaparé par d'autres urgences que les affaires internationales. Deux priorités s'imposent à lui: la réforme des institutions et le conflit algérien. L'effondrement de la IV^e République a montré la nécessité de doter la France d'une nouvelle Constitution. Son élaboration occupe la plus grande partie de l'été jusqu'au référendum du 28 septembre. D'autre part, le conflit algérien constitue un frein au développement d'une diplomatie française tous azimuts.

Ces urgences n'empêchent pourtant pas le général de Gaulle d'aborder sans retard certains problèmes de fond. Le rapport de la France avec l'OTAN figure au premier rang de ces questions majeures. A vrai dire, la conviction du Général est faite bien avant mai 1958. La logique de la guerre froide l'a amené à renoncer à sa vision d'une France et d'une Europe occidentale à égale distance des deux géants américain et soviétique, comme il l'avait développée dans son discours de Bar-le-Duc. Mais, très vite, il a dénoncé le fonctionnement de l'Alliance, sans en remettre en cause pour autant le principe. Il ne tarde pas à voir dans l'OTAN, la structure intégrée de l'Alliance, un instrument de la politique américaine au mépris de l'exigence d'indépendance de la France. Il met les points sur les i dans le memorandum qu'il adresse, le 17 septembre, au président des Etats-Unis, le général Dwight Eisenhower et au Premier ministre britannique, Harold MacMillan. Il ne se borne pas à y constater que l'organisation actuelle de l'alliance occidentale ne répond plus aux conditions nécessaires de la sécurité, pour ce qui concerne l'ensemble du monde libre. Der-

rière ce constat se cache la remise en cause du leadership américain qui pouvait peut-être se justifier tant que les Etats-Unis détenaient le monopole de l'arme nucléaire au sein du camp occidental. Mais, en 1958, cet état de fait appartient au passé et la France s'apprête à rejoindre le club très fermé des puissances nucléaires.

Atlantique Nord?

Prenant acte de cette nouvelle donne, de Gaulle propose d'instituer un «directoire» tripartite, composé des trois puissances nucléaires ou en passe de le devenir (Etats-Unis, Royaume-Uni, France) qui étendrait son champ d'action au-delà de l'Atlantique Nord, en fait à l'échelle de la planète: il aurait, d'une part, à prendre les décisions communes dans les questions politiques touchant à la sécurité mondiale, d'autre part, à établir et, le cas échéant, à mettre en application les plans d'action stratégique, notamment en ce qui concerne l'emploi des armes nucléaires. Il ne fut pas donné suite à cette proposition. Avec ce refus, les choses étaient nettes. D'ailleurs, le Général avait laissé percer ses intentions dans les conclu-

sions du memorandum: le gouvernement français considère comme indispensable une telle organisation de la sécurité. Il y subordonne dès à présent tout développement de sa participation à l'OTAN et se propose, si cela paraît nécessaire pour aboutir, d'invoquer la procédure de révision du traité de l'Atlantique Nord, conformément à l'article 12. Après cette fin de non recevoir, il a arrêté sa décision de sortir de l'OTAN. Restait à choisir le moment opportun pour l'annoncer et la rendre effective. Ce moment serait dicté par les circonstances. Il importait d'abord de le préparer, en procédant par étapes. Ce qui fut fait.

Cinquante ans ont passé. Mais qui peut dire sérieusement que les Etats-Unis ont revu leur position? Depuis des lustres, les partisans d'une communauté transatlantique n'ont cessé de mettre en avant qu'elle doit se construire sur deux piliers égaux. Après beaucoup d'autres, Nicolas Sarkozy tient ce langage. Mais, après beaucoup d'autres, il cède à une illusion régulièrement démentie par les faits. Là aussi, la leçon de 1958 ne doit pas être oubliée. •

Source: L'Indépendance n° 47/juin 08

Le «Groupe de travail Histoire vécue» a largement accompli sa tâche

Le «Groupe de travail Histoire vécue» a été fondé en 1998 par des membres de la génération du service actif qui avaient engagé une partie essentielle de leur vie pour maintenir la liberté et l'indépendance de notre pays. Ce qui avait donné lieu à la fondation de ce cercle, c'étaient les campagnes lancées en 1995 par des milieux judéo-américains qui avaient pour cible l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette campagne se servait d'insinuations, d'accusations et de diffamations qui n'avaient rien à voir avec la réalité.

Un apport douteux était donné par le film «Nazigold und Judengeld» pour dénoncer la Suisse, qui était représentée comme un pays pro-nazi et avide d'argent. Le film a été fa-

briqué en 1997 en coopération avec la télévision suisse. Par une plainte collective, on faisait chantage sur les banques suisses qui, par la suite, ont transféré une somme de 1,8 milliards de francs suisses aux USA. Ce n'est même pas la moitié de ce montant qui fut versée aux victimes de la shoah.

Le 19 décembre 1996 déjà, le Conseil fédéral a nommé une «Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale» (CIE), la commission dite «Bergier» qui dans les années 1998 jusqu'en 2001, a publié ses rapports partiels très amples. Ils ont résulté dans l'énonciation principale inacceptable: «La Suisse s'est rendu complice, elle aussi, de ce que les Nazis aient pu atteindre leur pire but, l'Holo-

causte.» Jamais, ce rapport n'a été discuté au Parlement.

Durant ses 10 années de travail, le «Groupe de travail Histoire vécue» s'est occupé à fond et de manière critique des accusations et des controverses, et il s'est engagé à ce qu'on transmette aux générations ultérieures une représentation équilibrée et juste de l'Histoire de la Suisse pendant l'époque difficile de 1939 à 1945. Cela a été effectué par les livres «La Suisse face au chantage» (206 p., 2002) et «La Suisse au pilori? Témoignages et bilan à la suite du Rapport Bergier» (243 p., 2006). En outre, le «Groupe» a promu aussi l'édition du livre «Der Vergleich – Die Politik der Schweiz zur Zeit des Zweiten Weltkrieges im internationalen Um-

feld» (299p., 2006) de l'historien américain Herbert Reginbogin, un livre, dont l'édition anglaise intitulée «Faces of Neutrality», est prévue pour être largement diffusée aux USA. Contrairement à la «Commission Bergier», qui a réclamé des sommes fédérales s'élevant à 23 millions de francs suisses, le «Groupe de travail Histoire vécue» a fait sa contribution pour élucider «l'Histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale» à titre honorifique. Maintenant il est devenu un «Cercle d'hommes âgés» et a décidé sa dissolution à l'assemblée générale du 26 mai 2008, car il croit que ses devoirs ont été largement remplis.

Karl Frey, Olten

«Arthur Bill – une vie sous...»

suite de la page 9

difficultés de la vie. La visite de Martin Buber avec sa nièce au village d'enfants me revient à l'esprit. Il était très enthousiasmé. Nous lui avons dit qu'à côté de la joie, il y avait aussi des problèmes et nous lui avons demandé si nous pouvions lui poser quelques questions. J'ai commencé: «Savez-vous, vous êtes enthousiasmés, mais nous avons souvent à faire à de gros problèmes. Comment doit-on agir avec les difficultés?» Je constatai que cette question lui plaisait particulièrement. Il répondit: «Là, je peux dire quelque chose! On ne doit pas essayer de résoudre les difficultés tout de suite, d'y couper court ou de les glisser sous le tapis. On doit prendre les difficultés au sérieux, les admettre, se pencher sur elles, trouver les raisons. Car celles-ci sont les étapes d'un prochain développement.» J'ai retenu cela et j'ai constaté qu'on arrive souvent à de nouvelles solutions à travers les difficultés. Les problèmes de la jeunesse d'aujourd'hui sont des difficultés de notre temps à prendre au sérieux. Là aussi, il ne s'agit pas de les bloquer par des interdictions ou d'autres mesures, mais on doit les aborder et en premier lieu, on doit parler avec les jeunes gens, de manière répétée et avec une grande patience. Peut-être qu'il y aura une amélioration ainsi avec le temps. Cela fait partie des tâches actuelles qui valent la peine. L'union de l'école et de la maison

parentale est importante. L'enseignant doit pouvoir parler avec chaque couple parental en adoptant un comportement interrogateur: qui sont les parents? On doit trouver un chemin commun. On doit aussi comprendre la jeunesse. Les difficultés qu'elle a montrent qu'il faut aborder un problème d'urgence. Quand nous étions jeunes, on devait lutter pour notre existence. Aujourd'hui, beaucoup de choses tombent dans les mains des jeunes, ils ne sont plus obligés de se donner de la peine. On devrait faire en sorte qu'ils se trouvent des tâches qu'ils puissent résoudre, et même d'exiger d'eux qu'ils ne fassent pas seulement quelque chose pour eux-mêmes mais aussi pour les autres. Alors, il y aura un changement au cours du temps. Ces exemples existent heureusement, on devrait mieux les faire connaître. On devrait faire ce que Pestalozzi disait: «Encourager les jeunes là où ils savent faire quelque chose, ils développent alors des forces pour combattre leurs faiblesses.»

Après cet après-midi-là, nous sommes rentrés à la maison enrichies, et motivées, justement face aux questions urgentes actuelles. C'est à notre génération de se soucier de l'héritage qu'Arthur Bill et ses collaborateurs nous ont laissé et de continuer à le développer.

«L'avenir repose dans les mains de ceux qui donnent à la jeunesse des raisons convaincantes de vivre et d'espérer.» (Teilhard de Chardin) •

«Lorsque j'ai fêté mes 90 ans, on m'a demandé comment on fait pour arriver à cet âge et j'ai répondu: «Celui qui s'occupe constamment et pour une longue durée des soucis des autres, aussi bien dans sa profession que dans sa vie privée, se débrouille en général beaucoup mieux avec ses propres soucis, et il augmente sa chance d'atteindre un âge avancé dans un état réjouissant.»»

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

- Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

La República Democrática del Congo puede alimentar a todo el continente africano y los países de la Unión Europea

por Joseph M. Kyalangilwa, presidente del Great Lakes Forum International (Suiza)

En diversos artículos publicados hemos demostrado que si los países africanos realmente explotaran su potencial agrícola, seguramente no tendrían necesidad de importar de otros continentes los productos de mayor consumo (arroz, maíz, sorgo, soja, bananas, mandioca, patatas, aceite de palma etc.). Los miles de millones de sus petrodólares no irían a enriquecer aún más a los multimillonarios del otro lado del Atlántico, sino podrían invertirse en el desarrollo de todo el continente africano.

Los países africanos que tienen petróleo pero poca tierra arable, podrían asegurar el abastecimiento alimentario, importando de otros países africanos con mayor producción agrícola, alimentos frescos a costos más bajos. Este intercambio económico impulsaría el desarrollo tanto de unos como de otros, sin tener que aceptar las condiciones inhumanas, impuestas en este momento a los gobiernos africanos por los tradicionales financieros occidentales.

La agricultura debe tener prioridad

Los yacimientos y las reservas de petróleo se agotarán un día, no así la agricultura. Se dice que gobernar es prever; por tanto, los gobiernos africanos que proclaman velar por los intereses de sus respectivas naciones, deben destinar, como mínimo, un 25% del presupuesto nacional para la agricultura. Los chinos siempre sostuvieron que es mucho mejor enseñar a un pueblo a autoabastecerse que perder tiempo alimentándolo parcialmente desde fuera. Por eso, al nombrar ministros de agricultura, pesca y desarrollo rural, deben tenerse en cuenta no sólo sus capacidades empresariales sino también sus conocimientos técnicos y experiencia en explotación agrícola. Ya pasó el tiempo de los discursos amenos de los políticos africanos, que desde hace 40 años se dejan guiar por promesas falsas de los financieros occidentales y organizaciones internacionales. Todas esas promesas nunca dieron y no darán resultados que beneficien a la población de los estados africanos; pero éstos tienen el derecho a una seguridad alimentaria y a un desarrollo a partir de sus propias posibilidades.

África central cuenta con muchas tierras arables

La República Democrática del Congo cuenta con más de 80000000 ha. (800000 km²) de tierra arable, el segundo país en el mundo después de Brasil; tendría capacidad para alimentar dos mil millones de personas del planeta, lo que equivaldría a: África (918014166 habitantes) y América (902157549) o África, Europa (734129205) y Oceanía (33594581).

La República Democrática del Congo es uno de los países de África Central. Según la Resolución No. CM/Res. 464 (XXXVI) de la Unión Africana del 23 de febrero y 1º de marzo de 1976, la región de África Central está compuesta por los países siguientes: 1. Camerún, 2. República de África Central, 3. Congo Brazzaville, 4. República Democrática del Congo, 5. Gabón, 6. Guinea Ecuatorial, 7. Sao Tomé-et-Príncipes, 8. Chad. A lo largo de la cuenca del río Congo, esos países poseen grandes superficies cubiertas de bosques, los cuales gozan de una protección mundial especial. En el cuadro siguiente se indica la superficie de cada uno de los ocho países y el porcentaje de sus tierras arables explotadas.

Este cuadro muestra claramente, que excepto Camerún, la superficie de tierra arable de todos los otros países de África Central es mínima en relación a su superficie total, en gran parte cubierta de bosques tropicales. Considerando el crecimiento de la población (en África Central se duplica cada veinte años y un 67% son menores de 18 años) es urgente que cada país de esa región disponga, como mínimo, de un 15% de su superficie para la explotación agrícola. El cuadro siguiente muestra la superficie que es explotada en este momento y la que podrá explotarse en el futuro. La superficie de tierras arables de la República Democrática del Congo es de 80000000 ha. (800000 km²), es decir 34.115% de la superficie total del país.



Mercado en Kinshasa. La República Democrática del Congo cuenta con más de 800000 km² de tierra arable. Tendría capacidad para alimentar dos mil millones de personas. (foto Reuters)

Con la superficie ganada para la agricultura, en 2008 África Central podrá asegurar la soberanía alimentaria de su población (ca. 150000000 habitantes) y además alimentar a otros 2 mil millones de personas. En ese período, la República Democrática del Congo utilizará 35.2 millones de sus 80 millones de has. de tierra arable.

Países de occidente que están inquietos por la sucesiva disminución de la producción de petróleo, planean intensificar la producción de biocombustibles. Por sus posibilidades agrarias, el foco de atención está puesto en Brasil y la República Democrática del Congo. El gobierno de la República Democrática del Congo deberá estar atento, y evitar por todos

los medios de dejarse envolver por las ofertas atractivas de miles de millones de dólares, que los inversores aportan para obtener licencias sobre millones de hectáreas para la producción de aceite de palmera. En principio, no tenemos nada en contra de esas inversiones, pero esas concesiones no pueden incluir zonas de bosques tropicales. El país tiene enormes superficies arables que están sin utilizar: en 1974, el dictador Mobutu había estatizado grandes extensiones y las había repartido entre políticos partidarios, quienes las abandonaron por falta de experiencia.

Aprobamos que la República Democrática del Congo llegue a alimentar a su población. Los agricultores continúan con la produc-

ción de alimentos, pero en 1984, por ejemplo, éstos se echaron a perder por falta de calles de enlace para hacer llegar los productos hasta los centros de consumo. Ese aislamiento de las zonas de cultivo aumentó la inseguridad en muchos campesinos, y los llevó a desplazarse hacia las ciudades.

En 1980, más del 80% de la población congoleña del interior dependía de ayuda para subsistir. El gobierno central debe, sobre todo, invertir en infraestructuras nacionales, y hacer lo posible para que los caminos en zonas rurales, en ciertas épocas impasables, se mantengan transitables durante todo el año. Siendo así, los campesinos seguramente retornarían de la ciudad al campo. Un ejemplo es la restauración del eje de rutas Bukavu-Kasongo pasando por Mwenga-Kamituga, que desgraciadamente ha quedado sin terminar a 150 km de Bukavu. A lo largo de esa calle, muchos habitantes de Bukavu compran terrenos y tierras que se han concedido para la agricultura. Construyen viviendas, casas de comercio y pronto también fábricas para manufacturar los productos agrícolas (aceite, arroz, cereales), pero también hoteles y restaurantes con cocina local, etc. Lo mismo ocurre con el eje de rutas en la provincia Ecuador, abierto recientemente.

Los habitantes de Lubumbashi (Katanga), por otro lado, se quejan de la falta de maíz, mientras que miles de toneladas de maíz se echan a perder en el distrito de Tanganyila. La causa es siempre la misma: falta de rutas para el transporte de los productos agrícolas. Los ministros de agricultura, transporte e infraestructura deben tomar medidas para que los campesinos no se resignen y abandonen. La República Democrática del Congo no debe ser considerada como un país que no pueda autoabastecerse. •

País	Capital	Población	Superficie del país en km ²	Tierra arable en 2008		Tierra arable en 2018
				en % (*)	en km ²	en km ²
1. Camerún	Yaundé	16 380 005	475 440	12,806	60 884	71 316
2. África Central	Bangui	3 895 139	622 984	3,098	19 300	93 448
3. Congo-Brazzaville	Brazzaville	2 500 000	341 821	1,436	4 909	51 273
4. R. D. Congo	Kinshasa	67 000 000	2 345 410	2,955	70 362	351 812
5. Gabón	Libreville	1 207 844	267 667	1,261	3 375	40 150
6. Guinea Ecuatorial	Malabo	486 060	28 051	4,635	1 300	4 208
7. Sao Tomé y Príncipe	Sao Tomé	162 000	1 001			150
8. Chad	N'Djamena	9 826 419	1 284 000	2,795	35 888	192 600
TOTAL		101 457 467	5 366 374		195 118	804 957

* Fuente: Banco Mundial

Invitación al congreso «Mut zur Ethik» Buscar y encontrar un vestigio de humanidad del 29 al 31 de agosto 2008 en Feldkirch/Vorarlberg

Pensar el futuro, querer configurar y realizar lo humano, de ello son capaces todos y cada uno de los individuos. No nos desentendamos, no hagamos como si no fuéramos capaces. Nuestros rendimientos en la vida personal, profesional y como ciudadanos de un mundo moderno complejo, demuestran que podemos actuar con responsabilidad y con vista hacia el futuro, y ese es nuestro deber con respecto a la paz.

Nuestros antepasados tuvieron que volver a ganar confianza para proteger la vida después de pestes, hambre y guerras. Hoy, esa tarea es global. Parece que el tercer mundo incluso fuera más decisivo que nosotros, en los países desarrollados del primer mundo, que todavía coqueteamos cuando se trata de un «sí» o un «no» a la guerra. «War is obsolete ...» (La guerra es obsoleta) dijo Doug Rokke en Feldkirch el 31 de agosto de 2006.

Convertir espadas en arados fue el lema de muchos pensadores; por algo Francis Boyle en su libro «The Criminality of Nuclear Deterrence» puso un estudio preliminar en memoria del Padre Philip Berrigan.

Cambiar de la economía de guerra a la economía de paz – como se llama en el lenguaje actual, es fácil.

Nuestra juventud va a hacerse partícipe de proteger el don precioso «vida» en nuestro planeta – seres humanos, animales, plantas – si despertamos en ellos el amor a la vida y lo compartimos sinceramente con ellos. No les demos más oportunidad a los manipuladores de las guerras.

A ese pensar – hacia – adelante nos queremos consagrar en el próximo encuentro en Feldkirch del 29 al 31 de agosto de 2008.

Parte I: Pensar el futuro
Parte II: Preparar el futuro

Inscripción: Oficina del congreso «Mut zur Ethik», Caja de correo 756, CH-8044 Zurich, Tel: +41 79 400 51 57 (celular), e-mail: mze@cyberlink.ch, Tarifas: sFr. 540.–/Euro 340.–

Alumnos, estudiantes y jubilados con carné tienen 50% de rebaja. Familias con niños menores de edad pueden reservar una tarjeta familiar con rebaja en la oficina del congreso.

«Dime, madre tierra, dime la verdad: ¿pueden vivir los seres humanos sin guerra?» «Una pregunta difícil me has hecho, Tolgonai. Hubo pueblos que fueron exterminados por las guerras, hubo ciudades reducidas a cenizas. y hubo siglos en los que soñaba con encontrar un vestigio de humanidad. Y cada vez, cuando los seres humanos tramaban una guerra, les gritaba: «Parad, dejad el derrame de sangre!» Y también ahora repito: «Vosotros, seres humanos detrás de las montañas y mares! Vosotros, seres humanos de todo el mundo, ¿qué os falta – tierra? Aquí estoy yo – la tierra, el planeta! Soy la misma para todos vosotros, y todos vosotros sois iguales para mí. No son vuestros conflictos lo que necesito, sino vuestra amistad, vuestro trabajo! Tirad un solo grano en el surco, y yo les devuelvo cien granos en cambio. Sembrad una ramita en el suelo, y yo os hago crecer un plátano. Plantad un jardín, y yo os cubro con frutas. Criad ganado, y yo seré pasto. Construid casas, y yo seré pared. Creced, multiplicaos, y seré para todos vosotros una patria maravillosa. Soy infinita, no tengo límites, soy profunda, y soy alta, tengo lugar para todos vosotros!» Y aún preguntas, Tolgonai, si los seres humanos pueden vivir sin guerras. No depende de mí, depende de vosotros seres humanos, de vuestra voluntad y vuestro entendimiento.»

Chinguis Aitmátov: El campo maternal

Créer la paix

Le «finissage» de l'exposition de Theo Dannecker à l'église du Balgrist à Zurich

«Créer la paix», c'est ce qu'on pouvait lire pendant trois semaines sur une banderole au pied du clocher de l'église du Balgrist à Zurich. C'était le titre d'une exposition de l'artiste conceptuel Theo Dannecker et en même temps un appel aux citoyens de faire quelque chose contre les guerres, d'arrêter les guerres. L'exposition bien fréquentée s'est terminée le 15 juin par un «finissage». Il a eu lieu dans le cadre du programme «Eglise ouverte pour la culture et les rencontres» qui, déjà depuis 5 ans, attire les gens avec des événements culturels. Dans l'interview avec H. Frei, l'artiste parle de son œuvre et des aspects de l'exposition. Nous souhaitons à l'exposition qui a été visitée par de nombreuses classes d'école une bonne continuation dans d'autres endroits.

hf. «Créer la paix» – c'est un sujet dont l'artiste Theo Dannecker s'occupe déjà depuis des décennies. «Il est peut-être utile de remarquer que je suis un artiste conceptuel», m'a dit Dannecker. «L'artiste conceptuel à la possibilité de mettre en valeur le contenu qu'il prend très au sérieux tout en le reliant à la forme. Dans cette exposition tout doit servir l'idée de «Créer la paix» dans n'importe quelle forme. Chaque tableau, chaque objet, chaque installation est consacré à ce thème: Il y a un chapitre consacré à la misère, aux guerres affreuses contre lesquelles il faut faire quelque chose, à mon avis. Et ensuite le chapitre: «Comment arriver à une réconciliation, comment les hommes peuvent-ils se retrouver les uns les autres, quelles sont les bases nécessaires?» et enfin une assez grande partie qui traite le thème: «Quel est le sens de la vie, comment l'homme pourrait-il mieux investir sa propre énergie?»»

H. Frei: Tu as exposé, il y a plus de trente ans à Zurich. Là, j'ai vu des tableaux sombres et obscurs. Je me souviens encore d'un tableau, une coupe transversale d'une maison, des installations de WC, et tout le tableau encadré d'une boîte noire. Aujourd'hui, quand je regarde les tableaux de cette exposition, tout cela a changé.

Theo Dannecker: Ces travaux dont tu parles, je les ai jadis appelés Rauma. C'était un mot composé de Raum (espace) et trauma (traumatisme). En ce temps-là, le thème de la solitude me préoccupait et c'est ainsi que ces feuilles ont été créées, ces coupes transversales des pièces. En 1967, j'étais au Canada, j'ai vu de jeunes Américains qui traversaient la frontière, qui se sont enquis de chez eux pour ne pas partir en guerre au Vietnam. C'est à cette époque que j'ai fait ma première exposition à Montréal, par ensemble avec deux Américains et quatre Canadiens. Mais le plus important, je l'ai créé en rentrant chez moi: J'ai commencé à faire des travaux en révolte contre la guerre, le problème de la guerre m'a préoccupé aussi dans l'art. Plus tard, j'ai fondé une école de dessin. J'ai essayé de comprendre mes élèves afin de leur donner l'envie de dessiner; je voulais mieux connaître l'être humain dans ces motivations.

Qu'est-ce que tu veux exprimer ici dans cette exposition avec tes tableaux, objets et installations?

Après qu'en 2001 les Américains aient commencé à bombarder l'Afghanistan, je me suis demandé où avait passé l'idée du «Nie wieder Krieg» [Plus jamais la guerre]. Vouloir résoudre des problèmes avec la guerre, c'est la mauvaise solution – j'en étais absolument sûr. Cependant, je me suis demandé: «Pourquoi en es-tu si sûr?» Spontanément une vingtaine de personnalités que je trouvais importantes, me sont venues à l'esprit, qui ont renforcé en moi l'idée du «Nie wieder Krieg». J'avais l'idée de faire venir tous ces personnages dans mon atelier, tous ensemble. Cela ne ferait-il pas un tableau? J'ai monté la plus grande toile que j'ai pu placer dans mon atelier et j'ai commencé à développer le tableau d'atelier devant lequel nous nous trouvons en ce moment.

Käthe Kollwitz

Ma femme et moi sommes les seuls êtres vivants actuellement dans ce tableau, tous les



Clocher de l'église du Balgrist à Zurich.



L'artiste fixant l'affiche au clocher de l'église. (photo us)

autres sont des personnages historiques. Ma femme est jardinière d'enfants; elle sort un livre du psychologue individuel Alfred Adler de la bibliothèque. Elle s'occupe de la question comment bien se comporter avec les enfants. Moi-même je me trouve devant le chevalet et je fais un portrait de Käthe Kollwitz qui a dessiné l'affiche très connue de «Nie wieder Krieg», un tableau qui nous a accompagnés, un tableau qui exprime entièrement notre consternation émotionnelle et notre révolte contre la guerre. Le plus jeune fils de Käthe Kollwitz a été tué pendant la Première Guerre mondiale, cela l'a tourmenté toute sa vie.

Gandhi

A côté de ma femme, tu vois Gandhi. Je ne sais pas de gens qui n'en aient pas été touchés: Gandhi, qui a réussi à gagner tout le peuple indien au chemin sans violence pour sortir de la dépendance coloniale. Il est un exemple lumineux pour nous montrer ce qui est possible.

Albert Schweitzer

Et Albert Schweitzer qu'on peut voir dans le tableau. Son postulat: «Respect de la vie», prendre soin de la vie, pas seulement prendre soin des hommes mais de tout ce qui est vivant. (Schweitzer a pris position dans les années 50 du siècle passé contre l'armement nucléaire.)

Erasmus de Rotterdam

Erasmus de Rotterdam, un humaniste, qui a pris au sérieux l'homme en tant qu'homme. Je lui ai mis son texte dans la main: «Aucune paix est si injuste qu'elle ne soit pas à préférer à la guerre la plus juste.»

Mencius

Mencius, un philosophe chinois, a vécu 300 ans avant Jésus Christ. C'est chez lui que j'ai lu pour la première fois: «Der Mensch ist gut» [L'homme est bon de nature] et il a soutenu cela de manière très évidente: «Quand quelqu'un se promène au bord d'une rivière et voit que quelqu'un est en train de tomber dedans, il essaie de le retenir». Mencius a écrit entre autres: «Le bon souverain ne mènerait pas de guerre contre d'autres pays, mais contre l'ennemi commun qui est la pauvreté, car c'est de la pauvreté et de l'ignorance que naissent les crimes.» On ne peut pas dire mieux.

Pablo Picasso

Ça, c'est déjà un peu plus connu: C'est Picasso qui, avec son œuvre «Guernica», a créé l'œuvre contre la guerre la plus connue du 20^e siècle. J'ai dessiné Picasso avec un journal dans la main. Car c'est très probable qu'il ait lu ce journal en 1937 en France, lorsque Guernica a été bombardée. A cette époque, Picasso avait une commande pour créer un tableau pour l'exposition universelle à Paris. Après cet événement, il a tout changé et il a peint cette œuvre magnifique et impressionnante. Dans mon tableau on peut maintenant voir Picasso avec Goya le-

quel tient dans sa main son œuvre contre la guerre «L'exécution des citoyens par les armes.»

Max Dätwyler

Et là arrive Dätwyler, à qui on avait interdit à Zurich de parler de la paix sous prétexte que cela causerait des troubles de la circulation lorsque les gens se groupaient autour de lui. Alors, vite fait bien fait, il a loué sans autre un bateau à rames et il a prêché depuis la Limmat. C'était sur territoire cantonal et la ville de Zurich ne pouvait plus le renvoyer.

Rudolf Rucker

Rudolf Rucker aussi a clairement pris position contre la guerre et a dit que les guerres ne sont pas des solutions. Pendant la Première Guerre mondiale il a dû fuir de l'Allemagne en Angleterre. Là-bas, il a été arrêté sur un bateau comme opposant radical contre la guerre avec 1000 autres émigrants.

Après la Première Guerre mondiale, Rucker a parlé lors d'un congrès syndical des ouvriers de l'armement. Dans son discours il a constaté que pour les ouvriers c'était depuis toujours une chose très importante de produire quelque chose d'utilisable et rien de nuisible. Lors de ce congrès fut votée une résolution pour l'arrêt de la production d'armement.

Le point de vue humaniste dans le Sermon sur la montagne du Nouveau Testament

Lors de la planification de l'exposition, je devais prendre en compte que l'intérieur de l'église est très haut. Pour que les tableaux ne se perdent pas dans l'espace, j'ai cherché un obstacle visuel: un baldaquin fait d'une construction de fer avec un petit autel au centre. Sur cet autel se trouve une vieille Bible. La marque de page se trouve au Sermon sur la montagne et aux béatifications, les deux ayant préparé une vue humaniste. En dessous du baldaquin j'ai écrit une béatification qui me plaît beaucoup: «Heureux ceux qui ont faim et soif de justice; car ils seront rassasiés.»

Les objets noirs supplémentaires

Dans les objets supplémentaires à l'exposition je montre la situation actuelle comme elle se présente aujourd'hui: «La honte». En ouvrant cet objet, on voit une image de soldats qui tirent sur des enfants avec le texte: «Sie zogen aus, Atomwaffen zu finden und stiessen (schiessen) auf Kinder» [Ils sont partis pour trouver des armes nucléaires et ont trouvé – ont tiré sur – des enfants]. (Cela se réfère à la guerre en Irak, menée soi-disant pour trouver et détruire des bombes nucléaires irakiennes.) Cela, beaucoup de gens l'ont certainement lu dans les journaux et entendu à la radio, que des enfants sont encore et encore les victimes des situations atroces de la guerre.

Nous avons encore autre chose, un poème tragique: «Je me tais, tu te tais, il se tait, elle se tait, nous nous taisons, ils se taisent.» Quand on ouvre cette boîte noire apparaît le

portrait d'un nouveau-né, atrocement malformé par l'uranium. (A cause de l'utilisation de la munition à l'uranium, en Irak, en Afghanistan et déjà dans les Balkans, il y a eu beaucoup de nouveau-nés malformés.)

Merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous donner une vue approfondie de l'exposition.

Courrier  des lecteurs

Créer la paix Visite d'une exposition

Monsieur Dannecker est un artiste conceptuel. Il peint des tableaux, crée des objets et construit des installations. Dans cette exposition tous les objets d'art attirent l'attention sur un thème: créer la paix.

Dans un vestibule nous trouvons les trois premières œuvres d'art: «Sentiment de sécurité» montre une mère avec son bébé. «Discours libre» nous rappelle qu'en Suisse nous pouvons exprimer librement notre opinion. Près de la troisième œuvre, nous pouvons lire les mots: «Profondément ancré en nous, le désir de paix.»

La plus grande installation est un tableau montrant l'atelier de l'artiste. Dans l'espace représenté sont rassemblées des personnalités qui – comme l'artiste – ont pris position pour la paix et contre la guerre. Ce sont entre autres Gandhi, Picasso, Albert Schweitzer, Mencius, Henri Dunant et Max Dätwyler. Devant le grand tableau se trouvent par terre des livres, de la peinture, des pinceaux et une palette, on se croirait presque aussi dans l'atelier.

Nous allons vers le prochain groupe de tableaux. Ce sont des boîtes toutes noires qui ont pour thème la guerre: La faim, des morts, des blessés, des nourrissons malformés par l'uranium et des mines qui explosent. Ces objets nous ont beaucoup impressionnés.

De nouveau nous nous trouvons devant un grand tableau, il s'appelle: «Créer la paix». Un homme blanc fait la paix avec un homme afghan. Le blanc fait le premier pas pour la réconciliation. Un reporter et un cinéaste propagent la nouvelle dans le monde entier.

Dans l'espace il y a d'autres tableaux de groupes. Il s'agit de la politique, des sciences et de la vie commune dans la famille.

Monsieur Dannecker montre aux visiteurs aussi des objets qui démontrent ce qu'il faut pour résoudre les problèmes dans le monde. Il faut la solidarité et relever la tête, supporter, et aussi «supporter quelque chose» et réfléchir à fond sur un problème.

Nous espérons que nous apprendrons tout cela dans notre école.

Carmen, Albert, Lino, Michael, Pierluigi,
Madame Wenzinger
Ecole privée du Toblerplatz, Zurich